

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DU RÈGLEMENT
DES
CRÉANCES DE LA SUCCESSION
CONTRE LES SUCCESSIBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 17 décembre 1907, à 1 heure

PAR

ANDRÉ MENNESSON

Président : M. Ambroise COLIN, professeur

Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs
{ PLANIOL. }

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DU RÈGLEMENT
DES
CRÉANCES DE LA SUCCESSION
CONTRE LES SUCCESSIBLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 17 décembre 1907, à 1 heure

PAR

ANDRÉ MENNESSON

Président : M. Ambroise COLIN, professeur

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs
 PLANIOL. }*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DU

RÈGLEMENT DES CRÉANCES DE LA SUCCESSION

CONTRE LES SUCCESSIBLES

INTRODUCTION

Lorsque s'ouvre une succession, la personnalité juridique du défunt, nécessairement unique, se trouve remplacée et multipliée par autant de personnalités nouvelles qu'il y a de successibles. Ces personnalités diverses, jusqu'au jour où il est procédé au partage de la succession, ne représentent celle-ci

que toutes ensemble, et non pas chacune séparément; elles n'en ont pas moins, les unes vis-à-vis des autres, des obligations ou des droits qui peuvent varier dans de singulières proportions.

L'application du système de la fente peut tout d'abord créer des inégalités légales de parts; puis un successible a pu être, du vivant du *de cujus*, l'objet d'une libéralité de la part de celui-ci : ses cohéritiers seront en droit d'exiger qu'il leur tienne compte, lors de la répartition de l'actif successoral, de ces avantages anticipés; enfin un des successibles pouvait être débiteur du défunt, et il le demeure, nécessairement, de la succession : devra-t-il pareillement tenir compte à ses cohéritiers et, le cas échéant, dans quelle mesure, des biens que lui a ainsi attribués le *de cujus* de son vivant ?

C'est à l'examen de cette dernière question que nous nous proposons de nous livrer. Elle est connue de longue date, en doctrine et en jurisprudence, sous le nom de question du rapport des dettes ; le Code civil l'a tranchée, mais, à la vérité, un peu sommairement, dans son article 829, où il dit que chaque cohéritier fait rapport à la masse..... des sommes dont il est débiteur, et dans son article 830, où il

ajoute que, si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

Nos anciens auteurs et nos anciennes coutumes s'étaient étendus davantage sur cette matière, si importante au point de vue des principes du droit, et d'une application si fréquente en même temps que si délicate dans la pratique. Toute dette dans l'ancien droit n'était pas sujette au rapport; mais la distinction qui était faite entre les dettes rapportables et celles qui ne l'étaient pas ne reposait nullement sur celle, à peu près courante alors, entre les héritiers suivant leur âge ou leur sexe; le principe, en ces temps comme aujourd'hui, était celui de l'égalité entre les cohéritiers; et ce principe n'était mis en échec que par des dispositions expresses des lois; il ne pouvait être faussé indirectement par des avantages non prévus ni autorisés par les textes, et consistant en des libéralités ou en des avances.

C'était à la nature de la dette que l'on avait égard pour décider si elle était ou non rapportable, et l'équité se trouvait satisfaite par les distinctions ainsi posées. Les auteurs du Code ont-ils entendu maintenir ces distinctions? La question est résolue de s,

longue date dans le sens de la négative par la jurisprudence, qu'il semblera sans doute bien téméraire de la voir poser de nouveau, et cependant la pratique des affaires démontre chaque jour combien il importerait à la justice sociale de faire revivre ces distinctions et de n'imposer le rapport des dettes que dans certains cas déterminés.

Le législateur, assurément, pourrait intervenir; mais son intervention est-elle indispensable? Nous osons prétendre que non et croire que le Code Napoléon n'a pas aboli les distinctions anciennes. Tout d'abord, son texte est-il aussi général qu'il semblerait à première vue? L'article 829 dit que chaque cohéritier rapportera les sommes dont il est débiteur; il ne dit pas : toutes les sommes; l'a-t-il voulu dire? Les travaux préparatoires sont muets sur ce point, et l'on est dès lors réduit à recourir aux présomptions. Celles-ci se prononcent-elles en faveur du rapport de l'universalité des dettes? Oui, dit-on, car il est constant que les auteurs du Code n'ont pas eu de dessein mieux arrêté que celui de maintenir une égalité absolue entre les cohéritiers. Mais répondre ainsi, c'est déplacer la question et non la résoudre; loin d'assurer toujours l'égalité parfaite entre les

divers successibles, le rapport des dettes risque au contraire parfois de l'altérer; ce serait par conséquent, en de pareils cas, -suivre et non violer l'intention du législateur que d'affranchir du rapport l'héritier qui se trouverait lésé par cette nécessité. Les présomptions, on le voit, seraient donc en faveur de notre système.

Il y a plus : l'article 7 de la loi du 30 ventôse an XII, qui a promulgué le Code civil des Français, déclare qu'à compter du jour où ce Code sera exécutoire, les lois anciennes cesseront d'avoir force de loi générale ou particulière dans les matières qui sont l'objet des lois dudit code ; la législature ancienne est donc demeurée en vigueur dans le cas contraire ; or, tout en exigeant en principe le rapport des dettes, elle posait certaines exceptions conformes à l'équité ; le Code a confirmé le principe, mais rien ne prouve qu'il l'ait étendu jusqu'aux exceptions consacrées par l'usage ancien ; de son texte même on ne peut pas le déduire avec certitude. La jurisprudence dès lors n'a-t-elle pas le droit et même le devoir d'évoluer dans le sens de la restauration d'exceptions, favorables, nous le répétons, au maintien même d'une véritable égalité ? C'est ce que nous nous efforcerons de démontrer.

CHAPITRE PREMIER

Coup d'œil rétrospectif sur la question

Le mode normal ou plutôt le mode unique du recouvrement des créances d'une succession sur un successible, c'est donc, nous l'avons rappelé, le rapport des dettes; ce rapport s'effectue, selon l'expression consacrée en moins prenant, c'est-à-dire que l'héritier débiteur déduit de la part lui revenant le montant des sommes qu'il doit, et laisse ses cohéritiers les toucher à sa place. Si toutefois le montant de la dette dépasse la part à laquelle a droit l'héritier débiteur, celui-ci est obligé de verser à ses cohéritiers l'excédent en espèces.

Droit romain

Cette institution juridique, si conforme au droit naturel et au bon sens, ne se montre cependant qu'assez tard dans le droit romain. Deux raisons historiques expliquent cette anomalie. Voici la première : la loi des XII Tables, consacrant de son autorité un principe en vigueur dès les premiers âges de Rome, permettait au *paterfamilias* de disposer par testament de son patrimoine comme bon lui semblait : *uti legassit, ita jus esto*. Sans doute le *paterfamilias* pouvait instituer deux ou plusieurs héritiers ; mais dans ce cas là, même si l'un des héritiers institués se trouvait débiteur du défunt, ses cohéritiers, qui ne tenaient eux-mêmes leur vocation que d'une libéralité du défunt, n'étaient pas considérés comme investis du droit de lui demander compte des libéralités antérieures dont il avait été l'objet ; ainsi, aujourd'hui encore, dans notre droit les légataires ne peuvent exiger le rapport des dettes.

La succession testamentaire fut toujours regardée à Rome comme plus honorable que la succession *ab*

intestat ; celle-ci néanmoins exista dès les origines de Rome, et c'est dans son étude que nous trouvons la seconde raison de l'apparition tardive du rapport des dettes. A défaut de testament, les enfants du *paterfamilias*, étaient ses héritiers siens et nécessaires ; selon les idées modernes, ils auraient dû se tenir compte les uns aux autres des libéralités de toute nature qu'ils avaient reçues de leur père, du vivant de celui-ci ; mais l'autorité du *paterfamilias* sur ses descendants était à peu près sans bornes ; elle lui permettait d'exhérer tel ou tel de ses descendants ; elle lui permettait, aussi, de l'émanciper, c'est-à-dire en réalité de l'exclure de sa famille et de sa succession ; elle lui permettait, à plus forte raison, de l'avantager de son vivant de toute manière ; comment dès lors les cohéritiers appelés par la loi à se partager le patrimoine du défunt auraient-ils pu se demander des comptes les uns aux autres ? D'ailleurs, du vivant du père, la personnalité juridique du fils de famille se confondait avec celle de celui-ci, ou pour mieux dire n'existait pas ; dès lors il ne pouvait pas même être question à proprement parler de libéralités faites par le père aux enfants restés sous sa puissance ; juridiquement c'était à lui-même qu'il

les faisait; seul l'enfant qui, se voyant émanciper recevait en même temps une sorte de dot, était l'objet d'une libéralité véritable; mais précisément il sortait de la famille et se trouvait par conséquent privé de toute vocation héréditaire future. Ce ne fut qu'à partir du moment où le prêteur commença à appeler à la succession paternelle l'enfant émancipé concurremment avec les enfants restés en puissance, que commença à se dégager la théorie de la *collatio bonorum* c'est-à-dire de la nécessité du rapport, théorie qui devait aboutir, dans le dernier état du droit romain, à un système dont celui du Code civil n'est en définitive que la copie.

A défaut d'héritier sien et nécessaire, la loi des XII Tables appelait à la succession du *paterfamilias* l'agnat le plus proche ou les agnats les plus proches, et à défaut d'agnat, les *gentiles*. Là encore, à supposer qu'il y eût concours entre deux ou plusieurs héritiers, et que l'un d'eux eût été l'objet d'une libéralité de la part du *de cujus*, du vivant de ce dernier, il ne pouvait être question de rapport, tout *paterfamilias* ayant la pleine et entière disposition de ses biens; de plus, la *collatio bonorum* ne paraît pas avoir été appliquée à la succession collatérale,

même sous le système des Nouvelles 118 et 127.

La *querela inofficiosi testamenti* fut surtout le point de départ d'une institution conforme au droit naturel et qui a passé dans notre droit sous le nom de réserve; elle peut toutefois être considérée comme ayant contribué à donner naissance à la théorie des rapports. Le légitimaire, en effet, devait imputer sur sa légitime tout ce qu'il avait reçu du testateur par institution, par legs, par fidéicommiss ou par donation à cause de mort, mais non ce qui lui avait été donné entre vifs. La nécessité du rapport des dettes n'était ni exigée ni même prévue.

Lorsque le droit prétorien eut introduit l'obligation de rapporter, quelle fut la sanction de cette obligation et par quel mode y était-il satisfait? L'action *familiæ erciscundæ* semble bien avoir suffi à obtenir raison du cohéritier débiteur, sa formule, conçue *ex bono et æquo* et qui donnait en outre au *judex* le pouvoir *d'adjudicatio*, était assez large et assez souple pour atteindre ce résultat. Et c'était par la voie du prélèvement que l'égalité des faits était assurée.

Ancien droit français

La nécessité du rapport se rencontre à peu près dans tous les monuments de notre ancienne législation : admise universellement dans les pays de droit écrit, elle l'est aussi dans toutes les coutumes dites d'égalité et dans la plupart des autres. Toutefois, selon Denisart, le rapport n'a point lieu en ligne collatérale, mais cette assertion est inexacte en ce qui concerne les coutumes d'égalité (Argou, *Institution au droit français*, édit. de 1788 t. I, p. 488) ; et Denisart lui-même, après l'avoir énoncée, ajoute : « D'ailleurs, lorsqu'un héritier collatéral se trouve en même temps débiteur de la succession, il se fait une opération qui ressemble beaucoup au rapport : car on oblige le cohéritier à précompter sur sa part la dette entière. »

L'obligation de rapporter, là où elle était imposée, ne s'étendait donc pas seulement aux libéralités reçues par le successible, mais aussi aux dettes de celui-ci envers le défunt. Sans doute, l'expression de rapport des dettes demeure presque inusitée jusqu'au

Code civil; Lebrun qui l'employa le premier, n'en usa qu'une fois ou deux. Les textes eux-mêmes des coutumes sont muets sur ce genre de rapport, et ce sont les commentateurs qui, en étudiant les causes du rapport, se trouvent tout naturellement amenés à parler, comme Denisart, de la nécessité pour l'héritier de précompter sur sa part la dette qu'il a vis-à-vis de la succession. Ces causes, à leur avis, résident dans les libéralités faites à l'héritier, quelle qu'en soit la nature; ils n'admettent donc pas la nécessité de rapporter toute dette; sont seules rapportables les dettes qui sont nées d'une libéralité faite à l'héritier. « Le fils, dit Lebrun, qui a emprunté de son père une somme de deniers est obligé de la rapporter à sa succession, suivant les arrêts qui sont communs dans les livres; et cette jurisprudence est fondée sur ce que le père qui prête et qui n'exige pas pendant sa vie est présumé donner par anticipation de succession; que d'ailleurs, le prêt fait par le père deviendrait un avantage s'il n'était point sujet à rapport; et que la première règle du rapport est l'égalité, qui se trouverait autant blessée par le défaut de rapport de ce qui a été prêté que de ce qui a été donné: car il peut se faire que le fils ait des

créanciers antérieurs au père, qui par le principe de leurs hypothèques viendront avant les cohéritiers sur les immeubles dont le fils débiteur sera héritier : ainsi, le fils profitera doublement, si ses cohéritiers n'ont la faculté de lui imputer sa dette sur sa portion héréditaire (Liv. III, ch. VI, section 2, n° 2). Lebrun ajoute un peu plus loin que : « Le rapport ou l'imputation de la dette de l'héritier envers le défunt sur sa part héréditaire a été trouvé si juste et si raisonnable, qu'encore qu'il soit constant que, en la coutume de Paris et ses semblables, le rapport n'a point lieu en ligne collatérale, néanmoins on a décidé, après une fameuse dissertation qui a eu lieu au Palais, que l'on pouvait imputer à l'héritier collatéral lui-même, sur sa portion héréditaire, ce qu'il devait à la succession, au préjudice de ses créanciers, dont la créance était antérieure à celle du défunt. » (*loc. cit.*, n° 7).

Au quinzième siècle, dit M. Deschamps (*Du rapport des dettes*, Paris, 1889, pag. 38), à l'idée d'égalité des droits des cohéritiers dans le patrimoine de leur auteur, s'était substituée, comme fondement du rapport, l'idée d'avancement d'hoirie. Cette pratique, continue-t-il, semble avoir eu pour point de

départ le célèbre arrêt des Favereau, rendu en 1574, et il ajoute : « Leprêtre toutefois pense que cet arrêt n'était pas le premier. »

M. Deschamps prend texte de là pour soutenir que la tradition ancienne n'était pas unanime à exempter du rapport les dettes qui ne tiraient pas leur origine d'une libéralité. Lebrun lui-même, nous venons de le voir, assigne un double fondement à la nécessité du rapport des dettes : d'une part, une présomption que le père qui prête et qui n'exige pas pendant sa vie, donne par anticipation de succession ; d'autre part, le respect de la règle de l'égalité. Mais ces deux causes ne se confondent-elles point en réalité ? Dès l'instant que le père pré-compte une somme sur sa succession future, il la soumet d'avance au règlement général de cette succession ; loin de l'y soustraire, il l'inscrit, pour ainsi dire, lui-même à son actif, et dès lors elle ne pourra plus échapper aux investigations des héritiers qui, en la faisant figurer dans le patrimoine du défunt, rétabliront par ce fait seul l'égalité entre eux et le bénéficiaire du prêt. Les coutumes d'égalité disaient expressément que la nécessité du rapport reposait sur le devoir du maintien de l'égalité entre les

cohéritiers; la coutume de Paris et ses semblables, pour parler comme Lebrun, motivaient l'obligation du rapport sur cette considération : que toute libéralité était faite en avancement d'hoirie. La différence était dans les mots plutôt que dans les choses, et en définitive il n'est pas possible de démontrer historiquement qu'il ait existé une corrélation juridique entre l'idée d'avancement d'hoirie et la nécessité de rapporter *toutes les dettes*; en d'autres termes, aucun texte absolument ne prouve que toutes les dettes fussent rapportables dans les coutumes d'avancement d'hoirie, alors qu'elles ne l'étaient pas dans les coutumes d'égalité.

Quant à la doctrine, elle était unanime à exiger le rapport des dettes provenant d'une libéralité, d'une faveur faite au successible. « Le rapport, dit Bourjon, embrasse ce que le père a prêté au fils;.... le prêt, lorsqu'il est fait par un ascendant, est plus avancement d'hoirie que vrai prêt. »

« Le rapport, dit Pothier, est dû des sommes prêtées également comme des sommes données. »

Et Denisart s'exprime en termes non moins précis : « Le prêt est présumé être un don. »

C'est donc bien parce que la somme prêtée est un

don, un avancement d'hoirie ou un avantage indirect qu'elle est rapportable ; elle ne le serait pas si elle n'avait pas ce caractère.

En cas de rapport d'une dette, d'ailleurs, comme en cas de rapport d'un don, l'héritier doit les intérêts de la somme prêtée, depuis le jour de l'ouverture de la succession jusqu'à celui du partage.

Et dans le même cas de prêt, le montant de la somme rapportable n'est pas limitée au montant de la part à laquelle l'héritier a droit. « Ne devrait on pas, se demande Bourjon, limiter cela (le rapport) dans le cas que l'héritier peut faire un tel remboursement avec son lot ? Je ne l'estime pas, répond-il, l'aliénation même du capital étant à son égard un avantage et qui est, comme tel, sujet à rapport. »

Enfin l'interposition de personnes est présumée aussi bien quand il s'agit d'un prêt en ligne directe descendante que quand il s'agit d'un don ; quand, par exemple, le fils de l'emprunteur renonce à la succession de celui-ci et vient à la succession du prêteur, il doit rapporter à la succession du prêteur la somme prêtée à son père.

Tout était donc prévu, et l'ancien droit léguaît au droit nouveau une théorie fort complète du rap-

port des dettes ; théorie qui reposait sur une distinction à la fois très juste et très pratique. Qu'allait-il advenir d'elle sous l'empire du Code Napoléon ? Avant de nous livrer à cet examen, nous avons le devoir de rappeler les critiques dont cette théorie a été l'objet de la part de M. Deschamps dans son ouvrage précité.

« Avec un pareil système, dit M. Deschamps, selon l'époque du remboursement, l'opération se trouvera avoir été un prêt ou une donation. Si le fils rembourse son père du vivant de celui-ci, l'opération restera ce qu'elle a été tout d'abord et ce qu'elle est en réalité, un prêt. Si au contraire, au moment du décès du père, son fils ne l'a pas encore remboursé et qu'il accepte sa succession, l'opération se trouvera avoir été une donation et cet héritier sera considéré non comme un débiteur, mais comme un donataire. » Conséquence absurde, assurément, mais qui ne s'impose en aucune manière : de ce que le fils rembourse le père du vivant de celui-ci, il ne s'ensuit pas que le père n'eût pas fait au fils une libéralité ou une faveur, il s'ensuit tout simplement qu'avant la mort de son père, le fils n'en a plus eu besoin.

Pour n'avoir pas eu une durée indéfinie, le prêt

n'en a pas moins été, *ab initio*, une libéralité, seulement, lors du règlement de la succession, l'on n'a plus lieu de lui reconnaître, non plus que de lui dénier, ce caractère ; il a été remboursé, donc l'on n'a plus à soulever la question de savoir s'il est ou non, ou plutôt s'il eût été ou non, sujet au rapport ; il pourra même se faire que les cohéritiers ignorent toujours qu'il avait été consenti.

CHAPITRE II

Système du Code civil

Le Code civil, nous l'avons noté au début de cette étude, s'est montré très bref sur la question du rapport des dettes. « Chaque cohéritier, dit l'article 829, fait rapport à la masse, suivant les règles qui seront ci-après établies, des dons qui lui ont été faits et des sommes dont il est débiteur. » « Si le rapport n'est pas fait en nature, continue l'article 830, les cohéritiers à qui il est dû prélèvent une portion égale sur la masse de la succession. Les prélèvements se font autant que possible en objets de même nature, qualité et bonté que les objets non rapportés en nature » L'article 831 ajoute encore : « Après ces prélèvements, il est procédé, sur ce qui reste dans

la masse, à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageants ou de souches copartageantes. » Il faut ensuite franchir un certain nombre d'articles pour en trouver d'autres relatifs au même objet : les articles 851 à 854, d'une haute importance théorique et pratique, qui restreignent dans de larges proportions, et d'ailleurs conformément à la plus stricte équité, le nombre des dettes sujettes au rapport. Grâce à eux, les règles du rapport des dons et du rapport des dettes, qui, à s'en tenir aux trois premiers articles cités, sembleraient être absolument identiques, se trouvent en définitive présenter de notables différences.

Les causes juridiques de l'une et de l'autre obligations ne laissent pas d'être les mêmes ; il est nécessaire de les rappeler ici. Avant tout, le législateur a voulu maintenir entre les cohéritiers l'égalité qui, pour emprunter de nouveau le langage, devenu classique, de Lebrun, aurait pu être aussi blessée par le défaut de rapport des dettes que par le défaut de rapport des dons. Puis, un prêt gratuit ou toute avance de même nature faits à un successible avantage ce dernier ; or tout avantage est rapportable. En troisième lieu, le *de cuius* qui, de son vivant, a

consenti à devenir le créancier de l'un de ses héritiers, n'a pas entendu nuire à ses autres successibles : la loi lui fournissait des moyens d'atteindre un semblable résultat ; dès l'instant qu'il n'y a point eu recours, il ne peut ni ne doit être présumé s'être proposé un tel but. Enfin, il est une règle précise, édictée par le bon sens avant de l'être par la loi écrite, qui interdit au communiste de réclamer plus que la part à laquelle il a droit dans la masse à partager ; le cohéritier débiteur de la succession est un communiste déjà nanti de tout ou partie de sa part ; il ne peut plus rien réclamer si sa dette est égale à la part à laquelle il a droit ; il ne peut réclamer que la différence, si elle est inférieure ; il devra même, si elle est supérieure, rembourser ses cohéritiers jusqu'à due concurrence.

Pour les dettes comme pour les dons, l'époque à laquelle le rapport devient exigible est la même : c'est l'ouverture de la succession (art. 850).

Pour les unes et les autres également, les fruits et intérêts ne sont dûs qu'à partir de la même date, qui est pareillement celle de l'ouverture de la succession (art. 856).

Dans l'un et l'autre cas, enfin, le rapport s'opère en

principe de la même manière, à savoir au moyen d'un prélèvement opéré par les cohéritiers (art. 830).

A côté de ces règles communes posées par le législateur, se rencontrent les différences entre les deux sortes de rapports. Parmi ces différences, il en est que le Code n'a pas même notées, tant elles sont inhérentes à la nature des choses. Le rapport d'un don est dû par cela seul que le don a été fait ; un seul cas est excepté, celui où l'immeuble qui avait été l'objet de la donation a péri par cas fortuit et sans la faute du donataire (art. 855) ; le rapport d'une dette n'est dû que si la dette n'est pas éteinte lors du décès du créancier *de cujus* ; or, du vivant de ce dernier, l'extinction de la dette a pu valablement s'opérer au profit du débiteur par un quelconque des modes prévus et autorisés par la loi.

La nécessité du rapport s'efface, aussi bien pour le débiteur que pour le donataire, lorsque l'un ou l'autre renonce à la succession ; l'un et l'autre, en effet, ne sont tenus au rapport que parce qu'ils sont héritiers ; s'ils cessent de l'être, leur obligation disparaît. Mais, tandis que le donataire, désormais totalement étranger à la succession, demeure en possession paisible de l'objet donné, le débiteur ne se trouve pas délié

de toute obligation vis-à-vis de ses ex-cohéritiers; il n'est plus astreint à rapporter, mais il l'est toujours à payer. Sans doute, sa situation est meilleure que s'il fût resté héritier, en ce sens qu'il n'est plus tenu du passif de la succession; mais, tandis que ses cohéritiers seuls pouvaient exiger de lui le rapport de sa dette, les créanciers et les légataires du défunt pourront, aussi bien que les héritiers, en poursuivre le paiement contre lui.

Les uns et les autres auraient-ils eu ce droit s'il n'avait pas renoncé à la succession? La question, quoique délicate et assez complexe, peut être cependant résolue sans trop de difficultés.

Tout d'abord, un point est hors de doute : l'ouverture de la succession et la naissance de l'obligation de rapporter la dette, qui en est la conséquence, n'ont nullement pour effet d'éteindre l'obligation de payer. Non seulement il est de principe absolu que les modes d'extinction des obligations sont limitativement énoncés par la loi, et le décès du créancier n'est pas du nombre de ces modes, mais l'institution même du rapport des dettes n'a-t-elle pas précisément pour résultat, sinon pour but, d'empêcher la confusion, c'est-à-dire l'extinction de la dette par

la réunion sur la même tête de la qualité de débiteur et de celle de créancier ? La créance survit au créancier défunt ; donc elle doit être acquittée.

Peut-elle l'être au moyen du rapport ? Le rapport assurément n'est opposable ni aux créanciers, ni aux légataires de la succession. Ceux-ci ne peuvent demander le rapport, mais, par une juste réciprocité, le rapport est à leur égard *res inter alios acta*. Quel droit ont-ils donc ? celui d'exiger et de poursuivre le paiement. La dette de l'héritier fait partie du patrimoine du défunt ; elle est donc le gage des créanciers de ce dernier ; et la séparation des patrimoines, qu'ils pourront réclamer, leur permettra d'écarter de la répartition du montant de cette dette les créanciers personnels de l'héritier débiteur, comme aussi ceux des autres cohéritiers.

Quant aux cohéritiers du débiteur, peuvent-ils ne pas se contenter du rapport et exiger, eux aussi, le paiement de la dette ? Nous ne voyons aucun motif juridique de leur refuser ce droit ; la seule nécessité du rapport, nous l'avons rappelé, empêche l'héritier débiteur d'opposer la confusion, seul mode d'extinction de la dette qu'il aurait pu invoquer ; par conséquent la dette subsiste et le

paiement en demeure le mode normal d'extinction.

Il est facile d'entrevoir des cas où le paiement de la dette peut être beaucoup plus avantageux aux cohéritiers que le simple rapport; supposons, par exemple, que le patrimoine du *de cujus* se compose exclusivement d'immeubles partageables en nature, que le défunt laisse des dettes et ne laisse pour ainsi dire aucun argent comptant; s'il faut vendre précipitamment les immeubles pour se procurer les fonds nécessaires à l'extinction du passif, on risque de diminuer fortement l'actif de la succession, on complique et l'on retarde bien inutilement la liquidation, et l'on s'expose à priver les héritiers d'immeubles qu'ils souhaitaient de conserver; n'est-il pas beaucoup plus naturel, n'est il pas de l'intérêt de tous les cohéritiers, y compris le débiteur lui-même, de contraindre ce dernier à acquitter sa dette?

Il faut observer d'ailleurs que l'obligation de payer n'est pas, en ce qui concerne la prescription libératoire, soumise ici à des règles particulières; le droit commun lui demeure applicable. Elle sera accomplie, suivant la nature de la dette, par le laps de temps requis par la loi; et si elle a commencé à courir du vivant du *de cujus*, elle ne sera ni inter-

rompue ni suspendue par la mort de celui-ci. Il y aura donc, en définitive, beaucoup de chances pour qu'elle se trouve achevée avant celle de l'obligation de rapporter. L'obligation de rapporter, en effet, comme l'obligation de partager, dont elle n'est que le corollaire, ne se prescrit que par trente ans, et les trente ans ne commencent nécessairement à courir qu'à partir de l'ouverture de la succession. C'est donc par suite d'une erreur manifeste qu'un arrêt de la Cour de Grenoble a décidé que la prescription d'une dette, commencée du vivant du *de cujus*, dont le débiteur était devenu plus tard l'héritier, et achevée ensuite par ce dernier contre ses cohéritiers, entraînait l'extinction de l'obligation de rapporter.

Il importe de noter également une autre et fort grave différence entre l'obligation de rapporter et celle de payer : si la dette est à terme, elle n'est pas déchue du bénéfice de ce terme par l'ouverture de la succession, mais seulement en ce qui concerne le paiement ; pour ce qui est du rapport, elle lui devient immédiatement soumise.

S'il s'agit d'un prêt qui ait été consenti sans stipulation d'intérêts, toute dette rapportable étant de plein droit productive d'intérêts à dater de l'ouver-

ture de la succession (art. 856), les intérêts, nonobstant la clause contraire, courront à partir du décès du prêteur, mais l'héritier débiteur ne pourra être contraint d'en servir le montant à ses cohéritiers ; il devra seulement en être fait état lors du règlement de la succession.

Les cohéritiers du successible débiteur primeront ses créanciers personnels ; la voie du prélèvement, indiquée par l'article 830, a été créée précisément pour mener à ce but ; peu importe qu'il en résulte l'insolvabilité du successible ; ses créanciers méritent peu de faveur, puisqu'ils lui ont fait crédit en raison d'avantages de nature précaire, étant soumis par la loi elle-même à une condition résolutoire. « Le rapport aura lieu, disait déjà Bourjeon, encore que le fils débiteur soit insolvable et que par son insolvabilité il y ait à perdre pour ses créanciers ».

Le prélèvement opéré par les cohéritiers du successible débiteur sur l'actif net de la succession, tel est le mode normal selon lequel s'effectue le rapport des dettes. Les créanciers personnels du successible débiteur demeurent, nous l'avons dit, entièrement étrangers à ce prélèvement ; ils sont exclus des sommes rapportées à la succession par le moyen

de ce prélèvement Nous avons indiqué les motifs de cette exclusion, il nous reste à en examiner la nature et les conséquences.

Notons tout d'abord que cette exclusion résulte uniquement de l'obligation de rapporter ; elle ne lui survivrait donc pas si cette obligation venait à cesser ; or, elle cessera si le débiteur, qui n'est tenu de rapporter que parce qu'il est héritier, renonce à la succession ; dans ce dernier cas, les cohéritiers n'ont plus eux-mêmes vis-à-vis de la somme due que la qualité de créanciers ; et puisque la loi ne leur accorde pas un privilège, ils doivent subir le concours des créanciers personnels de l'héritier ; ceux-ci viendront dès lors au marc le franc avec les ex-cohéritiers de leurs débiteurs.

Ce qui précède démontre nettement que, dans le cas où le successible débiteur fait addition d'hérédité et par conséquent reste tenu de l'obligation de rapporter, ce n'est pas en vertu d'un privilège que ses cohéritiers excluent de la somme prélevée par eux ses créanciers personnels, mais en vertu d'un droit de propriété. Les libéralités consenties sous la forme d'une créance, comme sous la forme d'une donation au successible débiteur par le *de cujus*

étaient et sont restées une partie intégrante de la succession ; or, les cohéritiers ont, sur chaque parcelle comme sur l'ensemble des biens composant cette succession, un droit réel, et le plus complet comme le plus exclusif de tous les droits réels : le droit de propriété ; ce droit, ils l'ont par l'application de la règle traditionnelle : le mort saisit le vif. (Voir conclusions conformes de M. l'Avocat général Poulle, lors d'un arrêt de la Cour de Dijon du 27 décembre 1905).

Un arrêt dans le même sens de la Cour de Rennes, en date du 25 août 1862, dit en excellents termes : « Qu'une solution contraire conduirait à donner pour gage dans une plus ou moins grande mesure aux créanciers du successible la part de ses cohéritiers ; que ceux-ci, quand ils effectuent le prélèvement admis par l'article 830, n'exercent point un privilège pour recouvrer à leur profit une créance de la succession ; qu'ils défendent ce qui est leur bien contre les créanciers d'autrui. »

Dans l'ancien droit déjà, nous l'avons rappelé, il semblait logique, nécessaire et juste d'exclure des biens sujets au prélèvement les créanciers personnels du successible débiteur ; dès ces temps-là, comme en

droit romain d'ailleurs, l'égalité était l'âme des partages, et l'on n'admettait pas qu'un héritier pût éluder cette règle en imposant à ses cohéritiers le concours de créanciers peut-être fictifs, qu'il aurait en définitive désintéressées avec le bien d'autrui. Des motifs de décision, si graves et qui dénotent une connaissance si nette des hommes et des choses, n'ont de nos jours rien perdu de leur valeur ; ils ont acquis au contraire une force plus grande encore, en raison des facilités, chaque jour plus grandes, données à la fortune mobilière de se soustraire à tous les regards, de se cacher sous les formes les plus diverses et les plus fugitives.

Trois propositions résument tout le système du Code Napoléon relativement à la destinée des dettes d'un successible envers une succession : les créances consenties à un successible, comme les dons qui lui ont été faits, sont contraires au caractère d'égalité que doivent présenter les parts des cohéritiers ; les uns et les autres sont donc sujets au rapport ; ces rapports s'effectuent par un prélèvement.

L'expérience nous apprend que le but que s'est proposé le législateur est parfois dépassé, et l'on peut sans grand effort d'imagination, ou plutôt en

relatant simplement des faits dont on s'est trouvé fréquemment le témoin, envisager plus d'une hypothèse où le rapport d'une dette, au lieu de rétablir l'égalité entre les cohéritiers, aboutit en réalité à créer une inégalité fâcheuse pour le successible à qui ce rapport est imposé. Ces hypothèses, et nous ne pouvons nécessairement les retracer toutes ici, offrent un trop grand intérêt, au point de vue social comme au point de vue juridique, pour demeurer indéfiniment étrangères à l'attention des esprits éclairés et dévoués au bien général.

Un père désire se délivrer des préoccupations et des ennuis dont la gestion d'une fortune foncière est presque toujours la source : il vend à deux de ses fils deux immeubles, d'une valeur absolument égale et que nous supposerons être de 50.000 francs chacun. L'un des acquéreurs a les fonds nécessaires pour payer immédiatement son prix d'achat ; l'autre, dont la fortune est moins prospère, demande et obtient un délai de cinq ans pour s'acquitter de sa dette ; mais, pour se dédommager du préjudice que lui cause ce retard, le père élève, du consentement de son fils, le prix de vente au chiffre de 55.000 francs. Moins d'un an après, il meurt ; la dette de 55.000 francs

devient immédiatement sujette au rapport : un prélèvement opéré par le fils pour qui une situation pécuniaire meilleure avait déjà été la source d'un premier avantage, lui procure un second bénéfice, en vertu du texte d'une loi d'égalité, mais certainement en contradiction avec son esprit.

Un père a deux enfants, *Primus* et *Secundus* qui ont eux-mêmes l'un et l'autre un fils *Tertius* et *Quartus*. Il prête à chacun d'eux 10.000 francs, soit en tout 40.000 francs. *Secundus* meurt avant son père ; ce dernier vient ensuite à succomber. *Primus* devra rapporter les 10.000 francs qui lui ont été prêtés ; *Tertius*, son fils, n'aura, lui, aucun rapport à faire, puisqu'il n'est pas héritier. *Quartus*, fils de *Secundus*, prédécédé, devra rapporter : premièrement les 10.000 francs qui ont été prêtés à son père, en représentation de qui il vient à la succession, et secondement les 10.000 francs qui lui ont été prêtés à lui-même, car bien qu'il ne soit héritier que par représentation, il n'en est pas moins héritier. Tel est du moins le sens selon lequel une pratique constante applique l'article 848 du Code civil. (1)

(1) Cet article est ainsi conçu : « Pareillement le fils venant de son chef à la succession du donateur n'est pas tenu de

Paul n'a ni descendants, ni ascendants ; il laisse pour héritiers deux frères, *Primus* et *Secundus*, et trois neveux *Quartus*, *Quintus* et *Sextus*, fils d'un autre frère *Tertius*, prédécédé. *Sextus*, lors du décès de son père, avait renoncé à la succession de ce dernier. Un prêt avait été consenti par Paul à *Tertius*. *Quartus*, *Quintus*, et même *Sextus*, bien qu'il ait renoncé à la succession de *Tertius*, devront rapporter à la succession de Paul la dette de leur père par application de l'article 848. Résultat aussi rigoureux, pour ne pas dire aussi injuste, en ce qui concerne *Quartus* et *Quintus*, que celui de la seconde hypothèse est vraiment inadmissible en ce qui concerne *Sextus*.

Peu de temps après la mort de son père, un fils tombe en faillite ; son passif s'élève à 100.000 francs, son actif à 30.000 francs seulement. Le passif se compose uniquement de sommes prêtées, jusqu'à concurrence de 80.000 francs par des tiers, et pour le surplus, soit 20.000 francs, par le père du failli. Des

rapporter le don fait à son père, quand même il aurait accepté la succession de celui-ci : même si le fils ne vient que par représentation, il doit rapporter ce qui avait été donné à son père, même dans le cas où il aurait répudié sa succession. »

intérêts égaux et également élevés étaient servis à tous les créanciers. Le failli sera néanmoins obligé de rapporter à la succession de son père les 20.000 francs prêtés par celui-ci ; obligation manifestement contraire à l'équité, car, dans l'espèce, le père s'était proposé tout simplement de faire une affaire avec son fils : il avait stipulé et reçu des intérêts au taux commercial, parce qu'il courait des risques et qu'il ne consentait à les courir que moyennant cette sorte de prime. Grâce au rapport, les risques qu'il avait ainsi acceptés ne passent pas à ses héritiers, qui se trouvent, en définitive, avoir plus de droits que leur auteur, être traités beaucoup plus favorablement que lui.

Arrêtons ici une énumération qu'il serait facile, mais superflu de prolonger. Dans toutes les hypothèses qui viennent d'être énoncées comme dans des hypothèses semblables, en un mot toutes les fois que le successible se trouvait débiteur d'une somme d'argent vis-à-vis du *de cujus* lors du décès de celui-ci, la doctrine et la jurisprudence s'accordent pour le contraindre au rapport envers la succession. Moins sévère et, selon nous, plus équitable, notre ancien droit avait établi des distinctions entre les dettes du

successible, suivant la cause de ces dettes. Ces distinctions ont-elles été abrogées par l'article 829 du Code civil ? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

Tout d'abord, il y a des distinctions qui ont été faites par les auteurs du Code eux-mêmes, et ces distinctions ont abouti à leur faire édicter des restrictions à la règle de la nécessité du rapport.

L'article 852 dit que « les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et présents d'usage, ne doivent pas être rapportés. » Selon la théorie généralement admise, cet article consacre une exception à la nécessité du rapport des dons, et non pas à la nécessité du rapport des dettes. En est-il réellement ainsi ? Nous ne le croyons pas. Sans doute les frais de noces et les présents d'usage, ont incontestablement le caractère d'une libéralité ; mais les frais d'apprentissage ou d'équipement ne sont-ils pas plutôt des créances ? Les parents ne sont pas tenus de fournir à leurs enfants les fonds nécessaires à leur entrée dans une carrière, ni même à leur préparation à cette carrière : l'article 204 du Code civil dit expressément que l'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établisse-

ment par mariage ou autrement; en revanche, les père et mère doivent des aliments à leurs enfants (art. 207). Si donc ils ont préféré, ce qui était d'ailleurs leur devoir moral, les mettre en mesure de gagner leur vie par eux-mêmes, les fonds qu'ils ont consacrés à cette fin n'ont pas été dépensés par un motif de libéralité, mais en raison d'une sorte de contrat tacite destiné à les soustraire eux, les pères et mères, à l'obligation de nourrir leurs enfants, et cela dans l'intérêt bien entendu de ces derniers; ils leur ont procuré ainsi l'indépendance pécuniaire, si l'on peut ainsi parler, et le langage vulgaire est l'expression de la plus exacte réalité, lorsqu'il parle de la dette de reconnaissance que contractent les enfants vis-à-vis de leurs parents, lorsque ceux-ci leur assurent le moyen de gagner leur vie par des voies honorables.

Il ne vient à l'idée de personne d'user du même terme en ce qui concerne les frais de nourriture et d'éducation; ces frais, en effet, ne sont que l'accomplissement du devoir naturel et légal qui incombe aux parents d'élever leurs enfants. Ces frais-là ne constituent pas des dons, parce qu'un don résulte d'une convention et non de la loi; le législateur devait donc nécessairement les soustraire au rap-

port. S'il y a soustrait de même les frais de noces et autres semblables, c'est qu'ils résultent de l'usage, et que l'usage a force de loi; quant aux frais d'établissement, l'on ne peut dire que ce sont des libéralités puisqu'ils ne sont, nous venons de le voir, qu'un moyen pratique de se soustraire à une autre obligation légale, l'obligation alimentaire; mais ce n'est pas néanmoins de la loi qu'ils tirent leur origine, c'est d'un accord entre parents et enfants, et tout accord est un contrat; ils résultent d'un contrat, et cependant ils ne sont pas une donation. Que sont-ils donc, sinon une créance? On ne peut pas dire toutefois que les parents, en ouvrant l'accès d'une profession à leurs enfants, n'ont traité avec eux que comme ils auraient traité avec des étrangers: il n'auraient pas agi de même vis-à-vis d'étrangers, puisque ni le devoir naturel, ni aucune obligation alimentaire éventuelle ne les y incitait: pourquoi dès lors le législateur a-t-il dispensé du rapport des dettes qui n'avaient pas le caractère de libéralité? parce qu'il avait lieu de croire que les parents avaient traité de la même manière chacun de leurs enfants, selon les aptitudes et la vocation de ceux-ci, et aussi parce qu'il eût été impossible en fait d'évaluer d'une façon

exacte les dépenses ainsi faites pour chaque enfant ; un pareil examen eût été d'ailleurs la source des récriminations et des querelles de famille les plus déplorables.

Ne devront pas être rapportées, dit l'article 853, « les profits que l'héritier a pu retirer de conventions passées avec le défunt, si ces conventions ne présentaient aucun avantage indirect lorsqu'elles ont été faites ».

Et l'article 854, qui n'est au fond que l'application de l'article qui le précède, ajoute : « Pareillement il n'est pas dû de rapport pour les associations faites sans fraude entre le défunt et l'un de ses cohéritiers, lorsque les conditions en ont été réglées par un acte authentique. »

N'est-on pas en droit de s'étonner, en présence de ces deux articles, de la facilité avec laquelle la doctrine et la jurisprudence se refusent à dispenser du rapport celles mêmes des dettes du successible qui ne représentent pas un avantage consenti à ce dernier, qui ne lui ont pas été consenties en sa qualité de successible ? Il faut le répéter : le désir de maintenir l'égalité entre les cohéritiers est l'origine de cette manière de voir ; nous croyons avoir

démontré précédemment qu'elle aboutit fréquemment à des résultats contraires ; il nous reste à examiner si elle n'est pas en contradiction avec la loi elle-même, et si les articles 853 et 854 n'offrent pas la preuve manifeste que les auteurs du Code civil ont entendu maintenir les distinctions consacrées par l'ancien droit.

Ces distinctions reposaient sur la règle suivante : est rapportable toute dette qui n'a été consentie par le *de cujus* au successible qu'en raison du lien du sang qui l'unissait à ce dernier ; n'est pas rapportable toute dette qui aurait été consentie à tout étranger aussi bien qu'au successible, ou, ce qui revient au même, toute dette qui a été consentie sans considération de parenté ni d'affection, et qui par conséquent l'a été dans les conditions où l'est habituellement une dette, c'est-à-dire dans un but lucratif.

La qualification, la nature même du contrat intervenu étaient d'ailleurs sans influence sur le sort fait à la dette en ce qui concernait le rapport. Sans doute, un prêt sans stipulation d'intérêt ou avec un intérêt infime était presque nécessairement rapportable, parce qu'il y avait lieu de présumer qu'il n'avait été fait qu'en raison de la personne du suc-

cessible, et que la preuve contraire était à peu près impossible à administrer ; mais on appliquait une présomption opposée aux prêts à titre onéreux, et c'était alors aux cohéritiers, qui en exigeaient le rapport, à prouver que seul un motif d'affection avait déterminé le *de cuius* à les consentir.

Si les rédacteurs du Code n'avaient pas eu présent à l'esprit ce critérium traditionnel, auraient-ils inséré dans le chapitre des rapports les articles 853 et 854 ?

Admettons même qu'ils n'aient pas entendu conserver, dans le cas d'un prêt à titre onéreux, la présomption accordée au successible par l'ancien droit, il ne s'ensuit pas nécessairement que ce successible soit en pareil cas astreint au rapport. Les articles 853 et 854 prévoient, comme une chose licite, morale et même usuelle, les pactes de toute nature entre personnes réciproquement successibles les unes des autres, notamment, on pourrait dire : et même, entre ascendants et descendants. Ces pactes, en un mot, ne leur apparaissent pas comme contraires aux bonnes mœurs ; bien plus, ces pactes, à leurs yeux, doivent être présumés, tout aussi bien que les pactes intervenus entre personnes

étrangères les unes aux autres, comme conclus dans l'intérêt simultané de toutes les parties en cause. Ils les regardent donc comme opposables en principe aux cohéritiers, et ne leur reprochent nullement de devenir la source de « profits » pour les successibles ; ce qu'ils veulent éviter, ce n'est donc pas que les successibles s'associent les uns avec les autres, ce n'est pas non plus qu'ils s'associent dans un but lucratif, le dessein de lucre étant une nécessité de la vie, c'est qu'ils s'associent dans le but de préjudicier à tel ou tel cohéritier en s'avantageant eux-mêmes. En d'autres termes, les personnes réciproquement successibles peuvent s'associer librement, elles peuvent s'associer dans un but lucratif ; elles ne peuvent pas impunément s'associer dans l'intention de rompre l'égalité des partages futurs.

Ainsi les articles 853 et 854, que l'on présente comme des exceptions, sont au contraire des règles, et tandis que les commentateurs imputent d'ordinaire aux auteurs du Code l'intention d'avoir édicté une présomption défavorable aux contrats passés entre successibles, la teneur même des articles précités, teneur confirmée, nous l'avons vu, par la tradition

historique, montre clairement que le législateur a voulu établir une présomption contraire, c'est-à-dire favorable, et laisser aux cohéritiers, qui se prétendent lésés, le soin de prouver le préjudice dont ils se donnent pour victimes.

En résumé, selon nous, tout contrat entre personnes réciproquement successibles, qui attribue à chacun des contractants une situation égale au point de vue des bénéfices que l'on espère ou sur lesquels on compte, est dispensé en principe de la nécessité du rapport ; le législateur le regarde comme un contrat passé entre personnes étrangères les unes aux autres ; cette présomption légale est toutefois susceptible de la preuve contraire : les cohéritiers seront recevables à démontrer que le caractère intéressé du contrat, que l'égalité apparente des bénéfices, étaient en réalité purement fictifs ; cette preuve, ils pourront la faire par tous les moyens, par les présomptions simples elles-mêmes, mais le fardeau d'une semblable démonstration incombera à eux seuls.

Il est hardi, nous ne faisons pas de difficulté de le reconnaître, d'opposer un semblable système à une jurisprudence à peu près constante ; mais ce

système peut du moins s'appuyer sur l'opinion de Demolombe, c'est-à-dire sur l'opinion du juriste qui a peut-être le plus profondément médité, et aussi le mieux pénétré, la pensée du législateur. Aux yeux de cet illustre auteur, la question ne fait pas même l'objet d'un doute; elle lui apparaît comme résolue d'avance, et par la tradition historique, dont il était l'interprète si exercé et si fidèle, et par le texte même des articles 853 et 854. Sa conviction est si forte, qu'il juge inutile de l'étayer d'un argument emprunté au simple bon sens, et qui est le suivant : entacher, tout contrat entre successibles d'une présomption de partialité, de bienveillance coupable, c'est-à-dire, en définitive de fraude, comme le fait la jurisprudence, ce n'est pas seulement commettre une véritable hérésie juridique, c'est encore et surtout décourager les successibles honnêtes de la pensée, si naturelle pourtant de s'associer entre eux; or, ce résultat, nous estimons l'avoir démontré, le législateur ne l'a ni souhaité ni prévu.

Nous trouvons, au surplus, dans un rapport célèbre de M. Lasagni, conseiller à la Cour de Cassation, en date du 22 août 1843, notre opinion nettement admise : « Toutes les fois que le défunt, au

lieu d'exercer une libéralité envers son enfant, contracte avec lui à titre onéreux, celui-ci et ses cohéritiers doivent, comme tout autre contractant, en subir toutes les conséquences, et alors ils rentrent dans le droit commun. »

En d'autres termes, le successible, en pareil cas, ne sera plus tenu de rapporter ; s'il est solvable, il pourra lui être indifférent d'acquitter cette obligation en se conformant aux règles du rapport, c'est-à-dire en laissant ses cohéritiers opérer un prélèvement ; mais, s'il est insolvable, ses créanciers personnels auront le droit de s'opposer à une semblable mesure, et ce droit ils en useront nécessairement.

Supposons qu'une succession soit échue à deux cohéritiers, dont l'un est débiteur envers le *de cujus* : il est aisé de voir combien différemment se réglera la succession, suivant que le débiteur acquittera sa dette par la voie du rapport ou par la voie du paiement. Si c'est par la voie du paiement, la dette se divisera entre les deux héritiers ; pour la portion qui écherra à l'héritier débiteur, la dette s'éteindra par confusion ; pour la portion qui écherra à l'autre héritier, la dette subsistera, mais ne sera l'objet

entre les mains de cet héritier que d'un paiement par dividende, car cet héritier créancier se trouvera en concurrence avec les créanciers personnels de son cohéritier. Si au contraire la dette s'acquitte par la voie du rapport, ou bien on imputera ce que doit l'héritier débiteur sur ce qu'il a le droit de prendre dans la succession, ou bien son cohéritier prélèvera sur les biens héréditaires une valeur égale à celle qu'il a reçue, mais quel que soit le procédé dont on use, les créanciers personnels de l'héritier débiteur se trouveront évincés.

Plusieurs commentateurs, chez qui semble prédominer l'idée, d'ailleurs erronée, que l'obligation du rapport repose sur un privilège au profit des copartageants, repoussent en toute hypothèse le concours des créanciers personnels d'un successible débiteur, pour ce motif qu'il s'opère une compensation de plein droit entre la créance de ce successible contre la succession et sa dette envers cette même succession.

C'est à la fois oublier les règles de la compensation et méconnaître le droit d'un successible sur la succession à laquelle il est appelé. Pour que la compensation puisse s'opérer, il faut que le créan-

cier soit en même temps le débiteur de son débiteur : or, le successible débiteur de la succession n'est pas le créancier de ses cohéritiers, qui ne sont tenus vis-à-vis de lui d'aucune obligation, sinon de celle de partager, laquelle n'est pas de même nature que sa dette ; de plus, son droit relativement à la succession n'est pas un droit de créance, c'est un droit de propriété. « Autre chose est la compensation de deux dettes de sommes d'argent échues respectivement, autre chose la liquidation des droits de copartageants, dont l'un est tenu d'effectuer un rapport comme donataire ou comme débiteur assimilé en cela à un donataire (1). »

Il peut être, avons-nous dit, indifférent au débiteur solvable, qui n'est pas tenu au rapport, de laisser ses cohéritiers se payer de sa dette envers eux, en exerçant un prélèvement sur sa part héréditaire ; ce ne sera, il est à peine besoin de l'ajouter, que dans le cas où ce débiteur ne pourra opposer à ses cohéritiers aucun autre mode légal de libération que le paiement. Or, ce cas se présentera fort rarement dans la pratique, puisqu'à la diffé-

(1) D. P. 41. 1. 1907. V: note de M. Ambroise Colin.

rence du successible astreint au rapport, il lui est permis d'invoquer contre eux tous les moyens de défense et de libération auxquels il aurait pu recourir contre le *de cujus*.

A tous autres égards encore, sa situation sera préférable à celle du successible obligé au rapport. Ce dernier, nous le savons, voit sa dette devenir immédiatement exigible à dater du jour de l'ouverture de la succession (art. 850), voit les intérêts de sa dette courir de plein droit à partir de la même date (art. 856), voit sa part héréditaire affectée comme gage à l'exécution de son obligation de rapporter, et ses cohéritiers investis du droit de prélever sur cette part, à l'exclusion de ses créanciers personnels, une portion égale au montant de sa dette (articles 830 et 868). L'héritier débiteur non astreint au rapport conservera le bénéfice du terme qui lui avait été accordé par le défunt et comme un débiteur étranger à la succession, ne sera déchu de ce bénéfice qu'en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou de déconfiture ; sa dette ne sera pas de plein droit productive d'intérêts au taux légal ; ses cohéritiers, enfin, n'auront le droit d'exercer sur sa part aucun prélèvement. Sans doute, si l'état de ses affaires est peu

prospère, l'article 1180 du Code civil leur permettra d'exiger de lui des sûretés pour le paiement de sa dette; mais ils ne pourront, même à titre de mesure conservatoire, saisir, par voie de retenue ou autrement, sa part héréditaire sans permission du juge.

C'est, nous l'avons dit, quand le *de cujus* a été animé d'une intention libérale en traitant avec son successible, et dans ce cas-là seulement, que la dette contractée par ce dernier sera rapportable; cette intention libérable pourra n'avoir été qu'une simple faiblesse paternelle, inavouée et à peine consciente, elle n'en aura pas moins suffi pour enlever au contrat ce caractère de banalité, d'indifférence, qui doit être, selon nous, présumé dans une convention à titre onéreux, mais dont l'absence peut être prouvée, et qui est nécessaire pour dispenser le successible du rapport. La Cour de Nîmes a fort bien jugé, dans un arrêt en date du 23 février 1897, qui a été confirmé le 13 avril 1899 par la Cour de Cassation, que « le fils, qui a géré en maître absolu pendant plusieurs années la fortune de son père affaibli par la maladie et incapable de le surveiller et de le contrôler, qui a commis dans cette gestion des fautes et des abus ayant diminué cette

fortune dans des proportions considérables, qui a fait avec les capitaux laissés à sa disposition les opérations de bourse les moins justifiées, reçu et touché en son propre nom des espèces appartenant à son père, est à bon droit déclaré responsable envers ses cohéritiers du déficit causé par sa faute dans la fortune de son père, sans qu'il y ait lieu de préciser les causes du déficit, et qu'il doit payer par voie de rapport successoral l'indemnité due à ses cohéritiers ».

Si dans cette espèce l'intention libérale n'apparaît pas en toute évidence chez le père, il n'en demeure pas moins acquis que c'est sa qualité de père qui l'a prédisposé à avoir en son fils une foi absolue. S'il eût manifesté de la défiance, s'il eût contrôlé en quelque manière la gestion, le fils aurait pu être considéré comme un étranger. La Cour de Cassation a d'ailleurs bien marqué cette distinction dans un arrêt du 8 avril 1879. L'hypothèse dans laquelle elle avait à statuer était celle d'un fils mandataire de son père. Aussi n'a-t-elle pas hésité à décider que « les règles ordinaires ne sauraient s'appliquer quand l'héritier mandataire de son auteur est devenu son débiteur pour violation dudit mandat; qu'un fils

ayant abusé, contrairement à son mandat, de titres au porteur reçus de son père, sous la charge formelle de les rendre, doit restituer ces titres à la succession du père, ou, à défaut de restitution en nature doit en payer le prix à la masse d'après leur valeur au jour du jugement, non d'après leur valeur au jour de l'aliénation ou de l'ouverture de la succession. »

Nous n'avons traité qu'incidemment jusqu'ici la manière dont s'opère le rapport des dettes. L'article 869, qui a trait à cet objet, décide que le rapport de l'argent donné se fait en moins prenant dans le numéraire de la succession. L'article 868 venait de dire que « le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant ». Dans quel but le législateur a-t-il cru utile d'édicter en deux textes distincts des règles qui semblent se confondre? afin de pouvoir poser lui-même une exception en ce qui concerne l'argent. L'argent ou, pour nous servir d'un terme plus général et plus exact, la monnaie métallique étant de sa nature essentiellement fongible, puisqu'il ne peut en être fait usage sans qu'elle soit consommée, il ne pouvait être question pour elle d'un rapport en nature : le législateur a cru devoir rendre hommage à cette vérité évidente, mais, encore une fois, il ne l'a fait

que pour se donner la faculté d'ajouter qu'en cas d'insuffisance le donataire pourra se dispenser de rapporter du numéraire, en abandonnant jusqu'à due concurrence du mobilier et, à défaut de mobilier, des immeubles de la succession. Rien de plus naturel ; en effet, si la monnaie, quoique meuble par nature, est la représentation de tous les biens, les biens immeubles comme les biens meubles, tous les biens, d'autre part, peuvent lui servir d'équivalent, puisqu'eux-mêmes peuvent toujours être convertis en monnaie.

Le successible débiteur devra d'ailleurs observer l'ordre fixé par la loi : s'il ne rapporte pas de numéraire, il devra rapporter du mobilier, et ce n'est qu'à défaut de mobilier qu'il pourra rapporter des immeubles. Cette gradation a été faite dans l'intérêt de l'emprunteur ; car, lors de la rédaction du Code, les immeubles étaient regardés comme les biens les plus précieux ; elle ne laisse pas de paraître aujourd'hui peu en harmonie avec les idées en cours et même avec la réalité des choses, car il est, à l'heure présente, plus d'une valeur mobilière dont la possession est plus convoitée que celle d'un immeuble.

Disons aussi que, pour savoir quelle somme

devra être rapportée, il faudra uniquement considérer le montant de celle qui a été prêtée, sans se préoccuper de savoir si depuis lors les monnaies ont augmenté ou diminué de valeur.

Un successible peut devoir à la succession des sommes dépassant de beaucoup la valeur de sa part ; ses dettes peuvent n'avoir pas toutes le même caractère : elles peuvent être hypothécaires ou chirographaires. Faudra-t-il appliquer au rapport des dettes l'article 1253 du Code Civil, d'après lequel « le débiteur de plusieurs dettes a le droit de déclarer, lorsqu'il paie quelle dette il entend acquitter ? » Le cas s'est présenté d'un successible débiteur de deux dettes, l'une hypothécaire, l'autre chirographaire, qui avait effectué son rapport en l'imputant exclusivement sur sa dette hypothécaire. La Cour de Cassation saisie de l'espèce décida formellement, dans un arrêt du 21 octobre 1902, que l'article 1253 n'était pas applicable au rapport des dettes.

Cette manière de voir est parfaitement rationnelle ; le rapport, en effet, n'est qu'une des opérations du partage ; or, le partage doit être fait en répartissant dans chaque lot les biens de toute nature dont se compose le patrimoine du *de cujus* ; et ce résultat

ne serait pas atteint si le successible débiteur pouvait mettre dans son lot une partie de la créance hypothécaire que la succession a contre lui, sans y mettre aucune partie de la créance chirographaire qu'elle a également contre lui.

En fait, toutefois, comme, selon notre système, il est peu probable qu'une créance hypothécaire dissimule un contrat de bienfaisance et par conséquent soit rapportable, l'espèce visée par l'arrêt précité se présentera rarement.

CHAPITRE II

Quelles dettes sont rapportables

L'article 829 du Code civil oblige l'héritier à faire rapport à la masse successorale « des sommes dont il est débiteur ». Nous croyons avoir démontré que ce texte, quelque large et absolu qu'il paraisse au premier abord, ne s'applique pas à toutes les dettes de sommes d'argent dont un successible pouvait être tenu envers le *de cujus*. Il nous reste à rechercher, parmi les différentes dettes de sommes d'argent susceptibles d'être contractées, celles qui, en conformité de nos principes, demeurent sujettes à rapport, et celles qui, au contraire, doivent être exemptées de cette nécessité. L'examen détaillé de

chacune de ces dettes nous permettra d'atteindre notre but.

1° Dettes à terme, rentes viagères et rentes perpétuelles.

Nous jugeons inutile de revenir ici sur la dette à terme envisagée dans ses caractères généraux ; nous allons au contraire étudier attentivement les deux formes qu'elle revêt le plus fréquemment, la rente viagère et la rente perpétuelle.

La question du rapport se posera rarement pour la rente viagère ; cette rente est ordinairement constituée sur la tête même du crédi-rentier et s'éteint avec lui ; le jour de l'ouverture de la succession, il n'y aura donc plus de dette.

Souvent, il est vrai, le capital de la rente aura été fourni par le *de cujus*, et le débi-rentier se trouvera être un héritier en ligne directe de ce dernier ; en pareil cas l'on se trouvera en présence d'une libéralité ; l'article 918 du Code civil sera applicable ; il imposera le rapport et en règlera les conditions.

Mais si la rente viagère a été constituée sur une tête autre que celle du crédi-rentier et que ce soit

ce dernier qui meure le premier, la question se présente sous un aspect tout différent; elle offre alors la plus grande analogie avec celle du rapport des rentes perpétuelles et doit recevoir la même solution.

Le successible qui a reçu du défunt un capital, à la charge de lui servir une rente perpétuelle; est-il tenu de rapporter à la succession le capital qu'il a reçu ou est-il fondé à soutenir qu'il n'a d'autre obligation que celle de continuer à ses cohéritiers le service des arrérages qu'il avait promis au défunt?

Dans notre ancien droit, Pothier résolvait la question en ces termes :

« On a poussé si loin, disait-il, l'exactitude des rapports qu'on a obligé l'enfant au rapport non seulement des sommes qui lui auraient été données, mais même de celles qui lui auraient été prêtées, même de celles qu'il aurait reçues pour prix d'une constitution de rente qu'il aurait constituée à son père ou à sa mère; on a jugé que ce serait un avantage indirect, si un père faisait par ce moyen passer son argent comptant à l'un de ses enfants, pendant que les autres n'auraient à la place qu'une simple

créance ou une simple rente contre leur frère.
« (V. *Introduit.* (V. *Introduit. au tit. XVII de la Cout. d'Orléans. n° 78.*) »

Telle était aussi l'opinion de Lebrun, qui s'appuyait sur un arrêt conforme, en date du 28 juin 1614.

Mais Pothier et Lebrun, comme on vient de le voir, n'exigeaient le rapport en pareil cas que parce qu'il leur semblait un avantage indirect fait au successible ; leur manière de voir était juste le plus souvent ; l'était-elle toujours ? Nous ne le croyons pas.

Une distinction, selon nous, s'impose : celle que nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de faire.

Le *de cujus* a-t-il passé le contrat de rente dans l'intérêt du successible ? ce dernier devra opérer le rapport du capital ; dans de semblables conjonctures l'on ne peut admettre, en effet, qu'il garde le capital de l'auteur commun, tandis que ses cohéritiers en seront réduits à se contenter d'une indemnité peut-être dérisoire. Mais quels indices permettront de juger que la rente a été établie dans son intérêt ? la modicité du taux des arrérages qu'il doit servir, les garanties qu'il aura pris soin d'insé-

rer dans le contrat et l'ensemble des circonstances dans lesquelles ce contrat sera intervenu.

Le *de cujus* a-t-il au contraire établi la constitution de rente dans son propre intérêt; ce dont on acquerra la preuve par la stipulation d'un taux élevé d'arrérages, par les garanties stipulées au profit du crédi-rentier, par la situation pécuniaire du successible lors du contrat et par le concours des circonstances, le contrat restera valable et continuera à sortir ses effets?

Notre critérium habituel fait ici défaut : l'on ne peut distinguer suivant qu'il y a eu ou non stipulation d'intérêts, puisque le contrat de rente, quelle que soit la personne au profit de qui il est établi, comporte nécessairement un service d'intérêts ou plus exactement d'arrérages; il faut donc s'attacher à d'autres indices; ces indices, nous venons de les énumérer en ajoutant que le taux des arrérages convenus est certainement le plus important. Il est évident qu'un père peut parfaitement s'être proposé d'avantager un de ses enfants au moyen d'un contrat de rente; ce sera donc la modicité de cette rente qui décèlera l'intention libérale du crédi-rentier.

2° Dette alternative

Il ne peut être, cela va presque sans dire, question de rapport si les deux choses dues sont des corps certains; l'article 829, en effet, ne soumet au rapport que les dettes de sommes d'argent.

Il faut donc supposer que l'une des prestations dues consiste en une somme d'argent. Ceci posé, l'alternative est stipulée tantôt en faveur du créancier, tantôt en faveur du débiteur. Le choix appartenait-il au créancier *de cujus*, les cohéritiers du successible pourront opter dans le sens de la somme d'argent et en conséquence opérer le prélèvement sur la masse à partager; ils ne pourront toutefois opérer ce prélèvement que jusqu'à concurrence de cette somme seulement, alors même qu'elle serait inférieure à l'estimation de l'autre chose due.

Les cohéritiers à qui appartient le choix devront s'entendre sur ce choix; l'article 1221 § 3 du Code civil les y oblige, si du moins la chose due, autre que la somme d'argent, est indivisible; dans le cas contraire, ceux qui opteront pour la somme d'argent

exerceront un prélèvement jusqu'à concurrence de leur part virile sur cette somme ; ceux qui opteront pour l'autre dette auront le droit d'en exiger le paiement, mais également jusqu'à concurrence de leur part virile sur cette dette.

Le choix appartient-il au débiteur ? Si ce dernier ne choisit pas la somme d'argent, il n'y a pas lieu à prélèvement ; s'il la choisit, le prélèvement est possible. Les cohéritiers du débiteur ont-ils le droit de le forcer à prendre parti avant le partage ? Son retard calculé ou non risque de leur être extrêmement préjudiciable ; aussi est-il généralement admis qu'ils peuvent le mettre en demeure d'opter, puis l'assigner à cette fin devant les tribunaux sous une astreinte de telle somme par chaque jour de retard.

3° Dette facultative

Si la somme promise n'est qu'*in facultate solutionis*, elle ne sera pas rapportable puisque elle n'est pas dûe ; la seule chose due est celle qui est *in obligatione*, c'est celle-là seulement que le créancier peut

exiger; si d'ailleurs cette chose est une somme d'argent et que la dette soit exigible, il y aura lieu à rapport. Il est inutile d'attendre le choix, et la nature de l'objet *in facultate solutionis* importe peu. Quand bien même cet objet serait un immeuble il n'empêcherait pas le rapport de la dette, car la chose *in facultate* n'influe en rien sur la nature de la dette, et dans ce cas l'immeuble n'est pas dû. Le créancier avait simplement voulu faciliter le paiement en consentant à l'avance à une dation en paiement.

Mais si le débiteur paie à son cohéritier, avant le partage, la somme qui est *in obligatione*, ou plus simplement s'il lui offre la chose qui est *in facultate solutionis*, le cohéritier ne pourra plus exercer le prélèvement.

4° Dette avec clause pénale

La complexité de l'objet était la source de graves difficultés dans les dettes alternatives et dans les dettes facultatives, nous la retrouvons dans les dettes avec clause pénale.

Tant que la peine ne sera pas exigible, le successible sera considéré comme débiteur d'une dette pure et simple et devra rapporter. Si l'objet de la dette principale est une somme d'argent, ce qui est peu probable, les cohéritiers pourront exercer le prélèvement. Quand, au contraire, le successible débiteur aura été mis en demeure d'exécuter l'obligation principale, et qu'ainsi la peine sera devenue exigible, aux termes de l'article 1230, nous appliquerons la solution que nous avons donnée dans le cas d'une dette alternative où le choix appartenait au créancier (art. 1228). Si donc le créancier avait stipulé comme clause pénale une somme d'argent, les cohéritiers pourront à leur gré exiger le rapport ou maintenir leur première réclamation.

5° *Dette accessoire (Cautionnement)*

Une dette principale n'est pas seule susceptible d'être rapportée; une dette accessoire l'est également, et le règlement des créances d'une succession contre les successibles est loin d'être facile

lorsqu'on se trouve en présence de cautionnements.

On peut concevoir deux cas dans lesquels un cautionnement sera intervenu : ou bien l'héritier se sera porté caution d'un débiteur du *de cujus*, ou bien le *de cujus* se sera porté caution d'un de ses successibles.

PREMIER CAS. — Un héritier s'est porté caution d'un débiteur du *de cujus*, et, au moment du partage, la dette principale, quoique exigible, n'est pas encore payée ; les cohéritiers ont-ils le droit d'exercer le prélèvement ? Ils ne l'ont pas encore : il leur faut discuter les biens du débiteur. En effet, le successible ne s'est porté caution que pour le cas où les biens du débiteur ne suffiraient pas à désintéresser le *de cujus* ; donc, avant que l'insolvabilité du débiteur soit établie, les cohéritiers de la caution n'ont aucun droit sur les biens de celle-ci. Le successible qui a cautionné exigera en conséquence la discussion des biens du débiteur principal, et ce n'est qu'au cas où ces biens seront reconnus insuffisants, qu'il satisfera à son devoir de caution et laissera opérer le prélèvement.

SECOND CAS. — Le *de cujus* s'était porté caution d'un de ses successibles. Cette intervention a pu

conférer au successible un avantage indirect, de nature à donner lieu au rapport.

Incontestablement le rapport sera dû si le défunt, par suite du cautionnement qu'il avait donné, a été obligé de payer la dette de son successible ; l'obligation de rapporter prendra naissance, non pas dans le cautionnement, mais dans le paiement qui a été la conséquence de ce cautionnement, et cela par application de l'article 851.

. Supposons, au contraire, que le *de cujus* avant son décès ne se soit pas vu dans la nécessité de payer la dette de son successible, qu'il avait cautionnée. Le cautionnement fourni doit-il être regardé comme un avantage que le successible, soit tenu de rapporter ? ou bien le successible doit-il tout simplement apporter à ses cohéritiers la décharge de ce cautionnement ? La solution dépendra des circonstances dans lesquelles le *de cujus* se sera porté caution. A-t-il eu en vue uniquement la sûreté de la personne avec qui le successible a contracté ? alors les cohéritiers ne pourront exiger le rapport. Aura-t-il voulu au contraire avantager le successible ? le rapport sera dû. Mais, objectera-t-on, dans tout cautionnement le successible pour qui le *de cujus* s'est engagé, se trouve

avantagé par ce seul fait. Nullement ; on peut parfaitement discerner des cas dans lesquels le cautionnement aura été donné dans l'intérêt du créancier et non dans l'intérêt du débiteur.

Un arrêt de la Cour de Paris, en date du 21 décembre 1843 relate un de ces cas : le cautionnement avait été fourni par un père à un de ses enfants (Dev. 1844, II, 80 ; D. 1853, I, 205).

Dans l'espèce, le créancier était successible : c'était lui qui devait consentir sa décharge à la succession.

Sans doute, la plupart du temps, le cautionnement a conféré un avantage au successible débiteur, qui, sans cette garantie, n'aurait pas trouvé les fonds dont il avait besoin, ou n'aurait pas obtenu un terme qui lui était indispensable, ou enfin aurait vu exercer contre lui des poursuites judiciaires.

Il faut observer d'autre part qu'en rendant ainsi service à son héritier, le défunt n'aura pas cru léser ses autres successibles, parce qu'il aura prévu que ceux-ci opéreraient un prélèvement sur la part revenant au successible débiteur dans sa succession. (V. Demante, t. III, n° 187 *bis*, IV).

Si c'est après le décès de son successible que le défunt s'est porté caution de ce dernier, le montant

de ce cautionnement ne pourra pas être déduit, par la voie du prélèvement, de la part héréditaire revenant au représentant du successible ainsi cautionné.

Il résulte d'un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 3 janvier 1859, que le montant d'un semblable cautionnement doit être laissé à la charge de tous les héritiers. L'héritier représenté, en effet, au moment où il est décédé, ne devait rien au défunt, puisqu'à cette époque celui-ci n'avait encore rien payé pour lui, et n'avait même contracté dans son intérêt aucun cautionnement. Le défunt n'était pas du nombre des créanciers de ce successible, son représentant aurait pu s'affranchir du passif qu'il laissait en répudiant sa succession ou en ne l'acceptant que sous bénéfice d'inventaire. Le résultat de cette exonération est irrévocable et n'a pu être enlevé au représentant par cette circonstance que, postérieurement, l'une des dettes dont il s'est ainsi déchargé a été payée ou cautionnée par celui à la succession duquel il était appelé à représenter le débiteur. Le défunt a bien acquitté une dette, mais ce n'est pas celle du successible représenté. Le rapport impliquant un don reçu ou une dette existante

du vivant du représenté, le représentant ne saurait, dans une semblable espèce, y être assujetti.

6° *Dette solidaire, dette indivisible*

Le successible peut être débiteur du *de cujus* solidairement avec d'autres. Dans quelle proportion sera-t-il tenu au rapport? A notre avis, en vertu du pouvoir qu'a le créancier de réclamer le paiement intégral à celui des débiteurs solidaires auprès duquel le recouvrement sera le plus facile, les cohéritiers pourront exiger le rapport du successible débiteur solidaire et exercer sur sa part héréditaire le prélèvement de toute la dette solidaire, diminuée toutefois de la portion qui s'éteint par confusion. Ce rapport dépassera, il est vrai, la part contributive du successible, mais ce n'est pas aux règles du rapport, c'est à la solidarité qu'il y a lieu d'imputer cet inconvénient, et le recours du successible contre ses co-débiteurs solidaires rétablira l'égalité.

Voici une autre hypothèse : un père a payé de ses deniers la dette solidaire qu'avait, envers les

créanciers d'une société, son fils qui était membre de cette société. La Cour de Cassation, dans un arrêt du 4 novembre 1889, a résolu la question du rapport dans notre sens, en décidant qu'il y a lieu à rapport lorsque le père a endossé et payé à leur échéance des billets souscrits par une société en nom collectif, dans laquelle figurait son fils, si les juges du fond constatent souverainement que ce paiement a été fait uniquement dans l'intérêt du fils, à titre de libéralité, et que celui-ci en a profité pour la totalité, soit directement, soit indirectement. La Cour prend soin de faire ressortir « qu'il en est ainsi en particulier dans le cas où le fils du défunt était tenu solidairement pour le tout vis-à-vis des créanciers de la société. » (D. P., 90. 2. 435).

La même solution nous paraît s'imposer dans une hypothèse un peu différente : celle de la dette indivisible. Une dette indivisible peut exister au profit de la succession et à la charge de plusieurs personnes, dont un héritier.

Le rapport ne pouvant s'effectuer que pour une dette de somme d'argent, s'il y a lieu à rapport, nous nous trouverons en présence d'une indivisibilité *solutione tantum* ; donc on pourra assimiler le

règlement de cette créance à celui d'une dette solidaire.

*7° Dette naturelle ; dette du fils dont le père a payé
la dette naturelle*

Envisageons d'abord le cas où le successible est débiteur envers le *de cujus* d'une dette naturelle, c'est-à-dire d'une dette dont le recouvrement ne peut être poursuivi judiciairement, dette de jeu ou de pari, par exemple. La créance du *de cujus* ne changera pas de nature par le fait de sa mort, et les cohéritiers du débiteur prétendraient en vain opérer de ce chef un prélèvement. En effet, ils ne seront pas lésés en ne touchant pas le montant de la dette, puisque, dans le patrimoine du *de cujus*, son recouvrement était déjà incertain et dénué de tout moyen légal.

Supposons ensuite qu'une dette naturelle du successible ait été payée par le *de cujus*. Pour qu'il y eût lieu à rapport, il faudrait que la dette payée par le *de cujus* fût une dette civile.

Le rapport, en effet, ne peut être dû par l'hé-

ritier qu'autant que le défunt lui a procuré un avantage (art. 843); il faut qu'il y ait eu un paiement libératoire, un acte utile de gestion d'affaires, pour que le successible soit obligé au rapport de ce qui a été consacré au paiement de ses dettes (art. 1375). Or, on ne saurait dire qu'il a été libéré alors qu'il n'était pas obligé; donc le défunt n'a pas géré utilement son affaire, puisque ce paiement ne lui a procuré aucun avantage.

Le successible pouvait opposer au créancier des exceptions légales, qui eussent fait échouer son action; il a plu au défunt de ne pas tenir compte de ces exceptions; ses héritiers doivent supporter les conséquences de sa méconnaissance de la loi. Si l'on décidait autrement, on aboutirait à cette extrémité absurde de dire que, même au cas où le défunt aurait payé malgré la défense du successible, ce dernier serait encore tenu au rapport.

Le défunt pouvait avoir des raisons personnelles pour payer la dette; il en faisait une question d'honneur ou de réputation; c'est donc en définitive son propre avantage qu'il a eu en vue; dès lors les suites de son acte doivent retomber sur chacun de ses héritiers.

L'on objecterait en vain l'article 851 du Code civil, qui dit que l'héritier doit le rapport de tout ce qui a été employé pour le paiement de ses dettes. Il y a bien eu paiement, mais il n'y avait pas dette.

Un des cas les plus fréquents où le *de cujus* a payé la dette d'un de ses successibles sans procurer à celui-ci le moindre avantage, est celui où un père a acquitté pour son fils mineur des dettes contractées par ce dernier, mais qui n'auraient pu être l'objet d'aucune condamnation judiciaire. (V. Discussion au Conseil d'État, Locré. Législ. civ., t. X, p. 128-138, n^{os} 11-212).

Nous ne mentionnerons ici que pour mémoire les frais d'entretien, d'éducation, d'apprentissage et d'équipement, exemptés expressément du rapport par l'article 852, que nous avons eu l'occasion d'étudier précédemment. Observons toutefois que cet article énonce une règle plutôt qu'une exception : il déclare que toute une série de dettes, qu'il prend soin d'énumérer, n'est pas soumise au rapport ; il doit donc être interprété largement et non strictement. Supposons par exemple qu'un père inscrive tous les ans à son budget une somme de huit mille francs pour l'entretien et l'éducation de ses deux fils ; si, à la

fin de l'année, il reste des fonds disponibles sur ce crédit et que le père les emploie à acquitter des notes impayées par un de ses fils, il est bien évident que ce dernier ne sera pas obligé de rapporter à la succession de son père le montant des sommes consacrées à cet usage.

Mais un père, en s'imposant des sacrifices, paie des dettes contractées par un fils prodigue encore mineur, rembourse des emprunts usuraires que ce mineur a eu la faiblesse de souscrire : le rapport sera-t il dû ? Nous adopterons le critérium proposé par Demolombe, lorsqu'il traite, avec sa profondeur de vue et en même temps avec son esprit d'analyse habituel, du rapport des dettes ; nous dirons avec lui que le rapport sera dû dans le cas seulement où la dette payée par le père, en l'acquit du fils mineur, sera de telle nature que si elle avait été payée par un tuteur, ce paiement aurait dû être considéré comme un acte d'utile gestion tutélaire, et le tuteur autorisé en conséquence à faire figurer la somme payée sur son compte de tutelle. Nous serions cependant tenté d'élargir quelque peu cette règle et de soutenir que s'il était pour le fils d'un intérêt moral considérable que le paiement eût

lieu, il ne pourra être dispensé du rapport.

Nous estimons aussi qu'il y a lieu de tenir compte de l'intention du père qui a ainsi payé pour son fils. Il est très possible que ce père ait eu l'intention, soit d'exercer une libéralité envers son successeur, soit de lui faire un prêt véritable quoique indirect. Si l'on se trouve en présence d'une libéralité pure et simple, le rapport sera dû ; il le sera de même si le prêt a été fait sans intérêts ; il ne le sera pas au contraire, si le prêt était intéressé, à moins toutefois que la modicité du taux de l'intérêt ne fasse encore présumer que l'affection paternelle a seule inspiré la mesure bienveillante prise par le père à l'égard de son fils.

8° Dette prescrite

La dette prescrite n'est plus qu'une dette naturelle ; nous lui appliquerons donc les règles que nous avons déjà posées lorsque nous avons étudié les dettes de semblable nature. Nous ferons toutefois les observations complémentaires suivantes.

Si la cause de la dette du successeur envers le

défunt était gratuite, il opposerait en vain la prescription à ses cohéritiers. La prescription, en effet, ne court pas contre une créance qui dépend d'une condition, tant que la condition n'est pas réalisée (art. 2.257).

Or, les héritiers ne sont créanciers du rapport et leur cohéritier n'en est débiteur, que sous la condition que les uns et les autres deviennent et demeurent héritiers, et cette condition s'accomplit seulement lors de l'ouverture et de l'acceptation de la succession.

Jusqu'alors, par conséquent, la prescription n'a pu commencer à courir (Sirey, 55. II. 102).

Si au contraire la dette du successible envers le débiteur provenait d'un prêt intéressé fait par le *de cujus* ou de tout autre contrat à titre onéreux, ou encore d'un délit ou d'un quasi-délit dont le défunt aurait été la victime, la prescription qui s'est accomplie contre lui serait opposable aux cohéritiers.

Il est d'ailleurs nécessaire qu'elle soit entièrement accomplie lorsque survient le décès du créancier.

Dans tous les cas, au surplus, ce serait en vain que le successible chercherait à présenter la prescription

comme une présomption de remise tacite de la dette, que lui aurait faite le *de cuius* ; une remise tacite de la dette serait une libéralité, et toute libéralité est rapportable ; les lois qui régissent la prescription écartent toute présomption de ce genre, et le successible ne pourrait que s'en féliciter. La prescription libératoire est fondée, tantôt sur des considérations d'ordre public, tantôt sur une présomption de paiement ; dans le premier cas, le serment ne peut être déféré ; il peut l'être dans le second cas, et en pareille hypothèse les cohéritiers auraient le droit d'user de cette ressource vis-à-vis du successible débiteur.

9° Dette remise par un concordat

Lorsque le successible débiteur a fait faillite du vivant du *de cuius*, quelles sont ses obligations relativement au rapport, lorsqu'il a obtenu remise partielle de sa dette en vertu d'un concordat ?

Le successible, pour prendre un exemple, devait au défunt 100.000 francs ; un concordat lui a consenti une remise générale de 50 0/0 sur son passif ;

doit-il néanmoins rapporter à la succession la totalité de la dette initiale, soit 100.000 francs ?

Nous distinguerons encore ici, selon la cause par suite de laquelle le défunt était devenu créancier de son successible.

Si la cause était gratuite, la somme entière devra être rapportée.

Si la cause était intéressée, la somme initiale ne sera pas rapportée. Elle ne sera plus soumise qu'au paiement, et sous déduction du montant de la remise consentie par la masse des créanciers.

En effet, dans le premier cas, le prêt n'est autre chose qu'un avantage fait indirectement par le *de cujus* à son successible, et par conséquent sa nature même le rend rapportable pour le tout.

Un père, lorsqu'il avance des fonds à son fils qui s'est engagé dans une mauvaise affaire, sait fort bien à quoi il s'expose. Il ne s'attend pas, il ne peut pas s'attendre à un bénéfice, il espère uniquement relever la situation fâcheuse de celui qui porte son nom.

Le concordat qui intervient plus tard ne saurait avoir pour effet de changer la nature d'un semblable prêt ; ce prêt reste ce qu'il était lorsqu'il a été

consenti, c'est-à-dire désintéressé ; il demeure donc soumis au rapport.

Toutefois ce n'est qu'à l'égard de ses cohéritiers que le successible ne profitera pas de la remise qui lui a été faite par un concordat ; cette remise, jusqu'à concurrence de son montant, le libérera vis-à-vis des créanciers de la succession et vis-à-vis des légataires.

Examinons maintenant le cas où le prêt a été fait dans un but intéressé ; dans cette hypothèse, avons-nous dit, le successible failli qui a obtenu une remise partielle au moyen d'un concordat ne sera tenu de rien rapporter à la succession.

Un père estime que son fils entreprend une bonne affaire commerciale ou industrielle, il désire en profiter, et dans ce but il fait à son fils, par acte notarié, un prêt qu'il entoure des garanties les meilleures et qu'il rend productif d'intérêts à 5 0/0.

Nul doute n'est possible : le rapport n'est pas dû ; ici, en effet, on chercherait en vain l'intention libérale qui doit se retrouver à la base de toute obligation de rapporter. Seront donc exemptées du rapport, non seulement la somme dont il a été fait remise au successible par le concordat, mais encore la somme qui reste due.

La stipulation d'intérêts doit toujours être prise en considération par le juge comme élément d'appréciation ; cette règle a été rappelée par un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 25 mars 1902.

La solution doit être invariable, quelle que soit la cause originelle de la dette, à moins qu'elle ne consiste dans une avance faite dans l'intérêt du successeur ; peu importe donc qu'il s'agisse d'une dette provenant d'un contrat quelconque à titre onéreux, ou d'une dette provenant soit d'un délit, soit d'un quasi-délit.

Un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 20 décembre 1901, a nettement établi notre distinction. Cette distinction se rattache, dit M. Tissier, commentant cet arrêt, à la double fonction du rapport des dettes dans notre droit actuel : il s'applique tantôt à de véritables avancements d'hoirie, tantôt à des dettes ordinaires pour le paiement desquelles il constitue un droit de prélèvement, exceptionnellement établi en faveur des cohéritiers du débiteur. Dans le premier cas il s'exerce intégralement sans qu'il y ait à tenir compte du concordat ; dans le second cas, il ne peut s'exercer que sur la partie de la dette restée exigible. (Sirey 26. 2. 1904).

Cet arrêt de la Cour de Bordeaux s'est évidemment inspiré d'un arrêt de la Cour de Cassation du 4 novembre 1889, qui avait lui-même posé notre distinction dans ses considérants, mais sans la pousser assez loin. La Cour suprême avait jugé « que le fils dont la faillite a été déclarée et qui est débiteur de la succession de ses père et mère, n'est tenu de rapporter les sommes qui lui ont été prêtées, que dans les limites fixées par le concordat, lorsque le prêt résulte d'un contrat à titre onéreux et qu'il est établi que ce prêt a été consenti plutôt à l'avantage du prêteur qu'à celui de l'emprunteur ; mais que, lorsque le prêt est un contrat de bienfaisance à titre gratuit et n'a eu lieu que dans l'intérêt de l'emprunteur, il ne s'agit plus de remboursement d'une dette, mais que l'héritier gratifié est tenu dans ce cas de rapporter à son cohéritier ce qu'il a reçu à titre de libéralité. »

Nous ne voyons pas pourquoi l'héritier serait obligé de rapporter la somme dont il ne lui a pas été fait remise par concordat. Le concordat ne change pas la nature initiale du prêt : si le prêt a été fait dans un but intéressé, le père se trouve dans la même situation que les autres prêteurs.

Pourquoi leur serait-il préféré? Il a voté le concordat avec les autres créanciers, dans le même dessein qu'eux, celui de se ménager ainsi le recouvrement d'une partie de sa créance. Il n'y a aucun motif juridique de lui accorder un traitement de faveur.

Nous irons donc plus loin que la Cour de Cassation et que la Cour de Bordeaux, et nous exempterons complètement de la nécessité du rapport la dette provenant d'un prêt fait sans intention libérale, et remise en partie par un concordat.

10° Dette supérieure au montant des droits héréditaires du débiteur.

Nous avons déjà examiné cette hypothèse dans notre second chapitre, force nous est néanmoins d'y revenir ici. Une dette est-elle rapportable au delà des droits héréditaires du débiteur? Il faut, à notre avis, répondre par l'affirmative. L'article 829, en effet, oblige le successible à rapporter les sommes dont il est débiteur; il ne fait aucune restriction pour le cas où la part héréditaire du successible serait

inférieure au montant de sa dette ; et aucun autre article du Code n'autorise à croire que ce silence n'a pas été volontaire.

La dette supérieure au montant des droits héréditaires du débiteur suivra donc les règles ordinaires du rapport ; ainsi elle deviendra totalement exigible dès l'ouverture de la succession. Quant à la manière dont s'opérera le rapport : le débiteur aura bien le choix, jusqu'à concurrence de sa part héréditaire, entre le rapport en nature et le rapport en moins prenant, mais, pour ce qui excèdera la part héréditaire, le rapport en nature sera seul possible.

11° *Dette du successible associé du de cujus.*

Basnaye disait, au sujet de l'article 434 de la coutume de Normandie, que les associations formées entre père et fils « causent fort souvent de la brouillerie dans les familles. »

Le législateur a consacré un article du Code à la solution de la question : après avoir énuméré dans les articles 852 et 853 plusieurs catégories

de dettes dispensées de rapport, il dit (art. 854) :
« Pareillement il n'est pas dû de rapport pour les associations faites sans fraude entre le défunt et l'un de ses héritiers, lorsque les conditions ont été réglées par acte authentique. »

Pourquoi s'être donné la peine de consacrer un texte spécial à ce cas particulier ? Parce qu'une association entre un père et un fils est tout à la fois des plus faciles à conclure et des plus aptes à dissimuler, aux regards des autres successibles, des avantages dont un père se propose de faire bénéficier tel de ses enfants.

Si grave que soit ce danger, le législateur n'a pas cru qu'il fût de nature à lui faire un devoir de prohiber les sociétés entre les successibles et leurs auteurs ; le contrat de société ou d'association est de droit naturel entre toutes personnes, aussi bien entre successibles qu'entre non parents ; le législateur a respecté cette vérité, mais il a estimé qu'un contrat de cette nature servirait le plus souvent à favoriser un successible au détriment des autres ; et il n'a dispensé du rapport les fonds, mis ainsi en société par le *de cujus*, que si d'une part l'association a été faite sans fraude, et si d'autre part elle a été contractée par acte authentique.

Sans fraude, qu'est-ce à dire ? Il ne peut s'agir ici de la fraude (ou du dol) de droit commun, qui aurait un résultat tout différent et beaucoup plus radical que celui d'obliger au rapport : qui entacherait de nullité le contrat lui-même. Sans fraude, cela signifie : sans intention de frauder les autres héritiers, c'est-à-dire sans intention de soustraire à leurs revendications des avantages indirects faits à leur cohéritier, et le rapprochement de l'article 854, où se trouvent ces deux mots, avec l'article 853, qui le précède et dont il n'est en définitive que la suite et l'application, montre bien que l'expression n'a point d'autre sens, si ce n'est peut-être celui-ci : sans intention de frauder la loi ; mais frauder la loi ou frauder les cohéritiers, c'est en réalité la même chose. Que dit l'article 853 ? Il dispense du rapport les profits retirés par l'héritier des conventions qu'il avait passées avec le défunt, *si ces conventions ne présentaient aucun avantage indirect lorsqu'elles ont été faites*. L'article 854 traite de même l'association entre le défunt et son successeur, pourvu qu'elle offre le même caractère.

Cet article impose toutefois à ce dernier contrat une condition particulière : il veut qu'il ait été passé dans la forme authentique. Pourquoi cette exigence ?

Parce que le législateur craignait qu'au moyen d'une antidate on ne créât, en faisant remonter au passé ses prétendus effets, une société fictive, avantageuse uniquement pour le successible, ou encore qu'on ne modifiât, toujours dans le sens favorable à ce dernier, la teneur primitive d'une société constituée dans des conditions normales; danger qui eût été plus grand encore et plus fréquent tout à la fois que le premier.

Comme toutes les fois que le législateur impose une règle de forme, la nécessité d'un acte authentique, qu'il édicte ici, doit être interprétée dans le sens strict : ainsi les bénéfices qu'un successible a tirés d'une société, par exemple d'une association en participation, formée entre lui et le défunt, sans que les conditions en aient été réglées par un acte authentique, sont soumis au rapport, alors même que l'existence et la sincérité de cette société seraient certaines. De nombreux jugements et arrêts sont en ce sens (D. C. ann. 2^e édit., art. 851, n^o 12).

Il ne suffirait donc pas, comme l'ont soutenu plusieurs auteurs : Marcadé, Demante et Colmet de Santerre, de soumettre l'acte constitutif de société sous seings privés à la formalité de l'enregistrement

et à la publication selon les règles prescrites par le Code de commerce.

Le contrat aurait bien de cette façon date certaine, mais il lui manquerait la condition essentielle que le législateur avait en vue : l'intervention d'un officier public responsable, avec toutes les garanties juridiques et morales qui résultent de son concours et de son caractère.

A la vérité, il sera parfois bien rigoureux d'exiger le rapport pour ce seul motif que l'acte, d'ailleurs intervenu dans l'intérêt des deux parties contractantes et non dans l'intérêt exclusif du fils, n'a pas été passé en la forme authentique ; mais la loi est formelle et ne peut être enfreinte. Nous admettrions seulement le successible à réclamer en pareil cas à ses cohéritiers une indemnité en raison des efforts qu'il aura dépensés dans l'intérêt du patrimoine recueilli par la succession.

Il appartiendra au juge d'apprécier le montant de cette indemnité, qui ne pourra toutefois égaler le montant de la somme soumise au rapport.

12° Dettes postérieures à l'ouverture de la succession

Avant le règlement définitif des créances de la succession contre les successibles, et pendant les opérations du partage, des dettes peuvent naître entre les successibles, pour des causes tout à fait étrangères au défunt.

Ces causes, qui sont connues sous le nom de prestations personnelles, proviennent ordinairement de la gestion que certains successibles ont exercée des biens héréditaires : perception des fruits, réception des sommes dues à l'hérédité, dégradations opérées, etc...

Nous estimons que ces dettes seront rapportables en vertu de l'article 829, et nous fondons notre opinion sur la place que l'article 829 occupe dans le Code civil.

En effet, l'article 828 dispose que « l'on procède devant un notaire aux comptes que les co-partageants peuvent se devoir, à la formation de la masse générale, à la composition des lots et aux fournissements à faire à chacun des copartageants. »

Et tout aussitôt l'article 829 ajoute que « chaque cohéritier fait rapport à la masse, suivant les règles qui seront ci-après établies, des dons qui lui ont été faits et des sommes dont il est débiteur. »

A première vue, il semblerait même que la disposition de l'article 829 s'appliquât spécialement aux dettes résultant des comptes que les co-partageants ont faits préalablement entre eux.

Or, si l'article 829 est applicable aux dettes postérieures à l'ouverture de la succession, et il l'est certainement, les articles 830 et 831 le sont également, car ces trois articles sont inséparables.

Il faut donc dire que les dettes postérieures à l'ouverture de la succession sont immédiatement exigibles, produisent des intérêts de plein droit et donnent lieu, conformément aux articles 830 et 832 du Code civil, au prélèvement en faveur des cohéritiers, non seulement à l'encontre du successible débiteur, mais aussi à l'encontre de ses créanciers personnels.

En effet quel que soit le mode de partage adopté, les créanciers personnels de l'un des héritiers ne peuvent prétendre à aucun droit sur les biens échus aux cohéritiers de leur débiteur (argument tiré de l'art. 883.)

Ceux des cohéritiers qui obtiennent par le prélèvement, mode légal du partage, certains effets de la succession, sont censés en avoir toujours été propriétaires, à l'exclusion de leurs cohéritiers ; à plus forte raison, les créanciers personnels de ceux-ci ne peuvent-ils prétendre à aucun droit sur ces objets.

Cette solution est tout à fait conforme à la tradition et à la jurisprudence. Dans notre ancien droit, Pothier disait : « On comprend dans la masse, au nombre des dettes actives de la communauté, les sommes dont quelques-unes des parties se sont trouvées, après la compensation faite, débitrices de la communauté, et au partage de la communauté on la leur précompte sur leur part. » (*Traité du Contrat de Société*, n° 168). Ce n'était pas, il est vrai, au sujet du partage des successions que Pothier s'exprimait ainsi, mais au sujet du partage des sociétés civiles, où les dettes entre co-partageants ont d'ailleurs toutes le caractère de celles dont nous nous occupons en ce moment.

La Cour de Cassation s'est toujours montrée favorable à notre théorie ; déjà, en 1825, le 25 février, elle affirmait dans un de ses considérants « que chaque héritier a le droit incontestable d'exiger et de recevoir lors du partage toute sa part afférente ».

Et depuis lors elle s'est toujours prononcée dans le même sens.

Toutefois il ne faudrait pas étendre à l'excès cette nécessité de rapporter, et l'appliquer aux dettes qu'un héritier aurait payées volontairement de ses deniers personnels, pendant le temps fort long où une succession serait restée dans l'indivision.

L'obligation du rapport ne concerne que les dettes contractées par l'un des héritiers envers la masse, et par conséquent ne vise les dettes postérieures à l'ouverture de la succession qu'autant qu'il s'agit des accessoires des biens de cette succession, tels que les perceptions des fruits et les frais faits pour la conservation de la chose. C'est ce qui a été jugé par la Cour de Cassation dans un arrêt du 7 juillet 1892. (D. supp. Succ. n° 838.)

13° *Dettes de choses in genere, dettes de corps certain s*

Une dette ne peut être rapportée que lorsqu'elle consiste en une somme d'argent : telle est l'opinion habituelle ; elle se fonde sur l'article 829, qui ne parle que des « sommes » dues.,

L'on peut se demander toutefois si en s'exprimant ainsi l'article 829 a entendu exclure toute autre espèce de dette.

Tout bien considéré, nous estimons que oui.

A l'appui de cette opinion nous n'énoncerons que pour mémoire l'argument classique, qui consiste à dire que le législateur a craint la difficulté qu'il y aurait d'apprécier en numéraire les dettes de corps certains ou de choses *in genere*.

Sans doute, on conçoit fort bien qu'un rapport par prélèvement ne puisse pas toujours être opéré dans des conditions d'équivalence satisfaisantes, au cas d'une dette de corps certain ; mais pareille difficulté ne se rencontre pas en ce qui concerne les choses *in genere* : les mercuriales fournissent quant à leur valeur des renseignements parfaitement exacts. La véritable raison de les exempter du rapport est autre : le prélèvement, ici, loin de rétablir l'égalité entre les successibles risquerait au contraire de l'écarter, soit au détriment du débiteur, soit au détriment des créanciers eux-mêmes.

Supposons le cas d'une dette de corps certain : ce corps certain sera habituellement un meuble précieux, un souvenir de famille, dont le *du cujus* aura

accordé de son vivant la jouissance à un de ses héritiers ; si vous vous bornez à précompter cet objet sur sa part, vous le lui accordez, en définitive, par préciput, peut-être contrairement, aux intentions du défunt et très probablement dans des conditions désavantageuses soit à vous, soit à lui.

S'agit-il d'une dette de choses *in genere*, vous risquez pareillement de nuire soit au débiteur, soit à vous-même, si vous opérez le prélèvement, et cela même si vous estimez les choses dues au prix fixé par les mercuriales, car ce prix peut varier d'un jour à l'autre.

14° Dettes conditionnelles

Pour nous conformer aux principes que nous avons posés plus haut relativement aux dettes à terme, nous devrions dire que les dettes conditionnelles seront ou non rapportables, selon l'intention présumable du défunt. Ce dernier a-t-il entendu faire une libéralité à son successible ? le rapport pourrait être exigé par les cohéritiers. A-t-il voulu au contraire faire une opération intéressée ? il n'y aurait pas lieu au rapport.

Mais nous ne pouvons dénier la difficulté pratique que le rapport offre en pareil cas, et cette difficulté nous semble à ce point insurmontable qu'elle doive faire écarter la nécessité de rapporter. Cette nécessité irait ici à l'encontre du but même que s'est proposé le législateur. Il a institué le rapport des dettes afin d'égaliser sans peine ni retard les parts des cohéritiers. Or le résultat, dans l'espèce, ne serait pas atteint. Le risque d'inégalité, au lieu de menacer les cohéritiers, menacerait le successible débiteur, qui, si la condition ne se réalisait pas, aurait payé l'indû en rapportant à la masse la créance conditionnelle de la succession.

15° *Dettes éventuelles*

A côté des dettes conditionnelles, il faut placer les dettes éventuelles, c'est-à-dire celles qui n'ont aucune existence avant l'accomplissement de l'événement prévu ; elles ne sont pas, à notre avis, soumises au rapport. Dans le louage, qui offre les cas les plus fréquents de dettes éventuelles, cette opinion ne peut souffrir aucune objection. Le rapport des

dettes a été institué pour protéger les cohéritiers contre l'insolvabilité du successible débiteur, insolvabilité qui eût rendu impossible la restitution de la somme prêtée ; or, dans le louage, le bailleur, propriétaire de la chose louée, rentrera toujours en possession de cette chose malgré l'insolvabilité du locataire ; l'obligation éventuelle consiste donc seulement dans le paiement des loyers. Dès lors l'intérêt principal du rapport des dettes ne se rencontre pas : d'une part, en effet, les loyers sont des dettes éventuelles c'est-à-dire inexistantes ; d'autre part, il n'y a pas lieu d'assurer la restitution de la chose louée, puisqu'elle n'a pas été distraite du patrimoine du défunt.

La mort du *de cujus* n'aura donc aucun résultat sur le sort du contrat, qui continuera à sortir son plein et entier effet.

16° Dette contractée à titre gratuit par l'héritier

La dette contractée à titre gratuit par l'héritier envers le *de cujus* ne saurait être soumise au rapport, puisque, loin de procurer au débiteur un avantage,

elle constitue pour lui une charge sans réciprocité aucune. M. Deschamps est cependant d'un avis contraire (1). Cette manière de voir n'est que la conséquence du système qu'il suit; les dangers de ce système n'apparaissent nulle part plus clairement que dans de semblables conjonctures.

Obliger au rapport en pareil cas, ne serait-ce pas faciliter, encourager les fraudes d'un débiteur envers ses créanciers personnels? Il se porterait débiteur envers la personne dont il doit hériter, afin de pouvoir soustraire à ses créanciers une somme, importante peut-être, qu'il se ferait ensuite restituer secrètement, au moins en grande partie, par ses cohéritiers. Il n'est vraiment pas permis de supposer que le législateur a entendu prescrire une mesure qui amènerait fatalement de semblables résultats.

(1) *Du Rapport des dettes* p. 155.

CHAPITRE IV

Preuves de l'existence de la dette

C'est au cohéritier qui demande le rapport de la dette de son cohéritier envers la succession, de prouver l'existence de cette dette. Il doit en outre démontrer le paiement qui l'a éteinte, si le *de cujus* a payé la dette de son successible. C'est le second cas qu'envisage un arrêt de la Cour de Caen, du 21 janvier 1876, lorsqu'il donne la solution que nous venons d'indiquer.

D'autre part, il résulte du même arrêt que, pour échapper à l'obligation du rapport, le cohéritier dont le défunt a payé la dette doit établir que ce dernier a entendu le dispenser du rapport.

Tout ceci n'est d'ailleurs que l'application du principe général posé par l'article 1315 du Code civil.

Quels sont les modes de preuve auxquels il est permis de recourir pour justifier des créances qui pouvaient exister entre le *de cujus* et ses héritiers ? La règle est que tous les modes légaux sont ici admissibles. En effet, aux termes de l'article 1353, les présomptions de l'homme sont recevables dans les cas où la loi permet la preuve par témoins, et, d'après l'article 1348, lorsque le demandeur a été dans l'impossibilité de se procurer une preuve littérale, il peut prouver le fait litigieux par témoins ; or, telle est bien la situation des cohéritiers du successible débiteur, car ils sont des tiers étrangers à la naissance de la créance, et les tiers sont dans l'impossibilité de se procurer une preuve littérale des faits juridiques qui les intéressent. La jurisprudence est en ce sens, et la question n'est pas douteuse. (Cass. 13 avril 1866 ; Orléans, 26 juillet 1849, et 29 novembre 1855 ; D. 1856. 2. 259).

Le cohéritier qui réclame le rapport pourra donc faire la preuve, dont le fardeau lui incombe, par tous moyens, notamment par des présomptions

graves, précises et concordantes, sans être obligé de produire une preuve littérale qu'il n'a pu nécessairement se procurer.

Si le législateur avait exigé ce dernier mode de preuve, il eût donné à l'auteur commun un moyen facile d'éluder la loi et d'avantager un de ses enfants au détriment des autres; le père n'aurait eu qu'à ne pas exiger de quittance : de cette façon le succésible échappait sûrement au rapport.

La doctrine n'est pas unanime à reconnaître la possibilité de la preuve par les registres et papiers domestiques du *de cujus* (Contrà Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. III, n° 3.911); mais la jurisprudence est constante dans le sens de l'affirmative (notamment Orléans, 21 juill. 1849), et nous nous rangerons sans difficulté aucune à son avis dont l'exactitude ne nous semble nulle part mieux démontrée que dans un arrêt de la Cour de Paris, en date du 19 mai 1875. Cet arrêt dit d'une part que « les registres et papiers domestiques du défunt peuvent servir à régler les rapports des cohéritiers entre eux, qu'ils peuvent être légalement consultés, comme d'ailleurs toutes les présomptions pour assurer l'égalité des partages et empêcher une fraude à la loi »,

et il ajoute d'autre part que « ces registres ne sauraient constituer un titre à l'encontre de débiteurs non cohéritiers ; la qualité de conjoint d'une cohéritière, par exemple, n'empêche pas le débiteur d'être personnellement étranger à la succession, et c'est lui seul qui est personnellement débiteur, quel que soit le régime sous lequel il est marié, du moment que sa femme n'est pas intervenue dans ses engagements. » Ainsi l'arrêt permet l'emploi des registres et papiers domestiques contre le cohéritier débiteur et l'interdit à l'égard du débiteur non cohéritier.

La distinction est fort juste et fait d'autant mieux ressortir la nécessité qui s'impose d'accorder au créancier en tant que cohéritier, et d'ailleurs à l'encontre de son cohéritier seulement, la faculté d'user d'un semblable mode de preuve.

Le successible qui est resté étranger à un acte émané du *de cujus* doit être assimilé à ce débiteur non cohéritier au sujet de la preuve qu'on pourrait tirer contre lui de cet acte. En effet, il résulte de l'article 1319 que l'acte authentique a force probante contre les tiers, mais ne constitue un titre obligatoire qu'entre les parties contractantes, leurs héritiers ou ayants-cause ; donc on ne pourrait obliger

au rapport un successible, en vertu d'un acte qui, de par la loi, ne doit ni lui nuire, ni lui profiter (Caen, 28 nov. 1861).

Toutefois la Cour de Cassation, dans un but d'équité, a admis qu'une déclaration de l'auteur commun, rédigée sous forme de disposition de dernières volontés, et qui contient par notes successives, séparément signées de lui, le compte des sommes avancées à chacun de ses enfants et dont il veut que le rapport soit fait à sa succession, est suffisante pour obliger au rapport, quoiqu'elle ne vaille pas comme disposition testamentaire, en ce que la date fait défaut sur la plupart des notes. L'intention du *de cujus* que l'égalité règne entre ses enfants, étant évidente, et surtout s'il est reconnu que les avances ont été faites et que l'héritier ne prouve pas qu'il soit libéré, le juge devra dans ce cas déterminer la quotité soumise au rapport. (Req., 28 août 1811).

CHAPITRE V

Législation comparée

ALLEMAGNE

Le nouveau code civil allemand n'oblige au rapport que les descendants du *de cujus* et seulement dans le cas d'une succession *ab intestat*. Le rapport n'est dû qu'en cas de libéralité ; le texte est muet en ce qui concerne le rapport des dettes.

AUTRICHE

En cas de succession *ab intestat*, le rapport est dû, par les enfants et petits-enfants, de ce qu'ils ont reçu à titre de dot ou pour leur établissement, pour leur

entrée dans une fonction publique ou dans une profession quelconque, ou enfin pour le paiement de leurs dettes, mais seulement s'ils sont majeurs.

Le rapport se fait de la manière suivante : la somme rapportable est imputée sur la part de l'enfant qui la doit, et il ne touche que l'excédent. Si la part est supérieure au montant de la somme rapportable, cette somme est imputée sur la part de l'enfant qui la doit, et il ne touche que l'excédent. Si la part est inférieure au montant de la somme rapportable, l'enfant n'a droit à quoique ce soit du montant de la succession, mais il n'est pas obligé de verser le surplus de sa dette à ses cohéritiers.

Les parents peuvent dispenser expressément leurs enfants du rapport, alors même qu'ils ne règlent pas par testament la dévolution de leur succession.

DANEMARK

L'enfant ou descendant doit imputer sur sa part héréditaire toutes les sommes qui ont été consacrées à le mettre en mesure de se marier, ou de perfectionner ses études, ou d'embrasser une profession.

ESPAGNE

En vertu de l'article 1035 du Code civil espagnol, « l'héritier nécessaire qui concourt, avec d'autres héritiers également nécessaires, à une succession, doit rapporter à la masse héréditaire les biens ou valeurs qu'il a reçus du *de cujus*, entre vifs, à titre de dot ou de donation ou à tel autre titre lucratif, de façon qu'il en soit tenu compte dans le calcul des légitimes et dans le partage ».

Dans cet article le législateur espagnol a soin de signaler parmi les valeurs rapportables celles que le successible a pu recevoir du *de cujus* à un titre lucratif autre que la dot et la donation.

Dans l'article 1043 il précise sa pensée et parle des dettes du fils payées par le père.

Le rapport se fait au moins prenant, les fruits et revenus des biens sujets à rapport sont dus à la masse héréditaire à partir de l'ouverture de la succession, sur le pied du revenu des biens héréditaires de même espèce (art. 1048).

Le règlement des créances de la succession

contre les successibles s'opère donc en Espagne de la même manière qu'en France ; la principale différence, mais elle ne laisse d'être d'une haute importance, consiste en ce que les héritiers nécessaires sont seuls tenus de rapporter.

GRANDE-BRETAGNE

1° *Angleterre*. — Le droit d'aînesse, qui subsiste en partie dans la loi anglaise, écarte d'elle l'intention d'égalité que l'on trouve dans la plupart des autres législations. Aussi le rapport des dons y est-il seul admis.

2° *Malte*. — La législation de Malte se rapproche dans son ensemble de la législation française. L'article 625 est ainsi conçu : « Le rapport est dû de ce qui a été employé pour doter les descendants, pour cadeaux de noces, pour leur constituer un patrimoine ou leur procurer un bénéfice ecclésiastique, pour leur donner un emploi, les établir ou payer leurs dettes ».

Le rapport des dettes se fait toujours en moins

prenant, peu importe que la succession soit testamentaire ou ab intestat.

Toutefois le rapport des dettes, comme le rapport des dons, n'est pas dû par les ascendants et par les collatéraux; il n'est dû que par les descendants venant à la succession.

Cette disposition, que nous rencontrons dans la plupart des législations, vient à l'appui de notre thèse, en montrant que partout l'intention du législateur est de limiter le rapport des dettes aux cas où, lors de la naissance de l'obligation, le prêteur était mû par une intention de libéralité; cas surtout fréquent, lorsque l'emprunteur est un descendant.

ITALIE

Le Code italien soumet le rapport des dettes aux mêmes conditions que celles imposées par le Code civil français, avec cette différence toutefois que le rapport n'est dû que par le descendant cohéritier à son cohéritier; ainsi les légataires, les créanciers de la succession, et même les cohéritiers autres que des descendants, ne peuvent exiger le rapport.

Il peut arriver que l'héritier légitimaire soit en même temps donataire ou légataire de la quotité disponible; dans ce cas il pourra prétendre au rapport pour établir la quotité de sa légitime, mais jamais pour compléter la quotité disponible (art. 1014).

Les articles 1009 et suivants du code italien font au rapport les mêmes restrictions que fait notre Code civil dans ses articles 852, 853 et 854. Ainsi ne sont pas sujets au rapport les profits que l'héritier peut avoir tirés de conventions faites avec le défunt, lorsque, au moment où elles sont intervenues, elles ne contenaient aucun avantage indirect.

Le rapport des dettes entraîne comme en France l'exigibilité immédiate de la dette, le cours des intérêts à compter du jour de l'ouverture de la succession, et le prélèvement de la dette sur la part afférente au successible débiteur dans la masse de la succession.

NORVÈGE

La législation norvégienne, comme la législation danoise, soumet au rapport les sommes qui ont été

employées à permettre à l'enfant ou descendant de se marier, de perfectionner ses études ou d'embrasser une profession.

PAYS-BAS

Les héritiers, quels qu'ils soient, sont tenus de payer en espèces ou en moins prenant ce qu'ils doivent à la succession.

PORTUGAL

Sont sujettes au rapport toutes les dépenses faites par le *de cujus* au profit de ses enfants, soit pour leur fournir une dot ou un trousseau, soit à titre de patrimoine lors de l'entrée dans les ordres, à raison d'études supérieures ou de service militaire, pour leur établissement ou le paiement de leurs dettes ; mais on déduit de la somme de ces dépenses les frais ordinaires auxquels les parents étaient obligés ; en outre les parents peuvent toujours dispenser du rapport, pourvu que les frais par eux faits n'excèdent

pas la quotité disponible. Les dépenses d'aliments ne sont pas sujettes au rapport.

ROUMANIE

Les articles 752 à 759 du Code civil roumain sont la reproduction des articles 845 à 852 du Code civil français; nos articles 853 à 854 n'ont pas d'équivalent dans le Code roumain.

RUSSIE

Russie proprement dite. — L'obligation de rapporter n'existe pas.

Pologne. — Les dispositions du Code Napoléon concernant l'obligation du rapport sont restées en vigueur.

Provinces Baltiques. — L'obligation du rapport n'existe que pour les descendants et relativement aux libéralités dont ils ont été gratifiés. On considère comme des libéralités tout ce que les enfants ou descendants ont reçu pour l'établissement d'un ménage distinct.

Ne sont pas sujets au rapport les présents d'usage, les frais faits pour faciliter l'entrée des enfants mâles au service militaire ou civil, les dons ayant un caractère alimentaire, les frais d'éducation ou d'instruction, à moins, dans ces divers cas, que l'ascendant n'en ait décidé autrement.

Le rapport se fait en nature ou en moins prenant, au choix de celui qui y est soumis.

SUÈDE

La législation suédoise admet le principe du rapport. La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour décider que l'enfant n'a rien à rapporter de ce que peuvent avoir coûté à ses parents les frais de son entretien, de son habillement, de son éducation, de ses noces, etc..., mais, en même temps, pour permettre aux parents d'attribuer par préciput une somme équivalente à ceux de leurs autres enfants pour qui ils n'auraient pas fait les mêmes dépenses.

CHAPITRE VI

Droit fiscal

Le règlement des créances de la succession contre les successibles soulève de nombreuses questions d'ordre, fiscal dont il faut chercher la solution dans des textes dictés par un esprit tout différent de celui qui a inspiré les auteurs du Code Civil.

I. DROIT D'OBLIGATION

Le droit de 1 0/0 pour reconnaissance de dette peut être réclamé, si un acte constate l'obligation qui incombe à un successible débiteur de rapporter

les sommes qui lui ont été prêtées ou avancées par le défunt sans titre enregistré. Pour éviter de payer ce droit, il suffira que l'héritier débiteur se fasse attribuer la somme rapportée; il pourra encore tourner la difficulté, si la créance ne lui est pas attribuée, en désintéressant immédiatement le cohéritier qui voit la créance tomber dans son lot. Dans tout autre cas, l'acte qui constate l'obligation de rapporter entraîne le paiement d'un droit de 1 0/0 pour reconnaissance de dette.

Ainsi, un père meurt laissant sa veuve commune en biens et deux enfants. Du vivant du père, un prêt a été consenti par la communauté, sans titre enregistré, à l'un des enfants, et l'obligation de rapporter la somme prêtée est révélée par le partage de la communauté opéré entre la veuve et les enfants. Si une partie de la créance est attribuée au frère de l'emprunteur et que ce frère n'exige pas le paiement immédiat, le droit de 1 0/0 sera dû sur la somme qui n'est pas tombée dans le lot du successible débiteur.

Ce partage dénonciateur de l'obligation de rapporter peut être sous seings privés ou notarié; si le partage est sous seings privés, l'exemple précédent

nous indique la marche à suivre ; si au contraire il est notarié, l'énonciation d'un prêt ayant fait l'objet d'un acte non enregistré, constituera l'usage, dans le sens des articles 23 et 42 de la loi du 22 frimaire an VII, et rendra obligatoire l'enregistrement du titre. Toutefois, si l'avance ne résultait que de simples notes, il n'y aurait pas, à proprement parler, un titre et l'on ne pourrait être contraint de faire enregistrer ces notes.

Il faut, en effet, que le titre constatant l'obligation de rapporter soit nettement indiqué dans le partage ; la Cour de Cassation, dans un arrêt du 27 mai 1867, s'est montrée formellement contraire aux perceptions fondées sur des présomptions trop vagues de l'existence d'un écrit.

Dans l'espèce qu'elle avait à juger, on avait fait figurer à la masse active, dans l'acte de liquidation et de partage d'une succession, des créances résultant d'actes sous seings privés non enregistrés, sans toutefois se référer à ces actes, ni les mentionner. Ces actes sous seings privés étaient émanés d'un ou de plusieurs des copartageants et se trouvaient énoncés dans l'inventaire dressé après le décès du *de cujus*. La Cour n'a pas admis que l'on pût en con-

clure par induction qu'il avait été fait usage de ces actes énoncés et prétendre par suite qu'il y eût lieu à la perception d'un droit d'enregistrement sur ces mêmes actes.

Nous avons cité, parmi les dettes sujettes au rapport, les sommes touchées postérieurement au décès par un seul des cohéritiers pour le compte de tous. Au point de vue fiscal, il faut encore distinguer ici selon l'attribution de la créance. Si elle est faite au débiteur dans son intégralité, aucun droit d'obligation ne sera dû ; si elle ne lui est faite que pour partie, il sera dû un droit d'obligation pour ce qui ne rentrera pas dans le lot de ce cohéritier ; si enfin elle est faite entièrement à un autre cohéritier, le droit d'obligation sera dû sur le tout (1).

Un cas s'est présenté, dans lequel la créance avait été attribuée, par le partage, en nue-propriété au successible débiteur, et en usufruit au conjoint survivant. Dans cette hypothèse, le tribunal de la Seine a jugé, le 5 février 1864, que le droit de 1 0/0 n'était pas dû. Cette solution n'a pas été unanimement approuvée. Il semble en effet que la créance ne

(1) En ce sens, Trib. de Nogent sur-Seine, 17 juillet 1893.

s'est éteinte, par confusion, que jusqu'à concurrence de la nue-propriété, et nous serions porté à exiger le droit d'obligation sur la valeur de l'usufruit pour lequel la créance subsiste.

Si la dette résulte de titres enregistrés, le droit ne sera pas dû. En effet, il n'y a pas eu de novations : l'héritier, dans le lot duquel la créance est tombée, n'est pas un nouveau créancier, il continue la personne du défunt auquel il succède et il exerce ses droits au même titre que lui (art. 877 C. civ.); le débiteur est le même; enfin la dette conserve la même cause, qui est l'obligation primitive : on ne peut donc pas dire qu'une nouvelle dette se soit substituée à l'ancienne. Le rapport fictif fait dans le partage a pour seul but de déterminer le montant de l'actif de la succession, ainsi que l'ordonne l'article 829; on ne peut le qualifier de paiement, et l'obligation n'est pas éteinte.

On peut supposer toutefois le cas où les parties auraient voulu faire une novation : en invoquant comme titre de la nouvelle dette l'acte de partage, elles se seraient rendues passibles du droit proportionnel.

II. DROIT DE QUITTANCE

La Régie a fait de nombreux efforts pour percevoir le droit de quittance lors de l'extinction de l'obligation de rapporter. La jurisprudence a été longtemps flottante et lui a parfois donné satisfaction; elle est aujourd'hui, à bon droit, tout à fait fixée en sens contraire.

En effet, grâce à une fiction de la loi, la succession est toujours censée avoir été propriétaire des sommes rapportées. Le rapport des dettes ayant pour but, comme nous croyons l'avoir démontré, de rétablir l'égalité entre les cohéritiers, peu importe qu'il soit fictif ou réel, et que la dette rapportée soit échue ou non, il constituera toujours un élément essentiel et nécessaire du partage et ne pourra donner lieu à un droit de quittance.

L'essentiel est que le paiement ait lieu lors du partage : à cette condition, le rapport des dettes, même postérieures au décès, ne donnera pas non plus ouverture au droit de quittance.

Il n'en serait pas de même si le rapport des

sommes prêtées par le défunt à l'héritier était constaté par un acte postérieur au partage. Ce serait alors une disposition principale, qui demeurerait soumise au droit de quittance, parce qu'elle constituerait un véritable paiement.

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 2 mai 1826, avait déjà décidé qu'un cohéritier qui rapporte sa dette ne fait « que remettre à la succession ce qui, par la fiction de la loi et d'après le sens de l'article 883 C. civ. est considéré comme n'ayant jamais cessé d'en faire partie; d'où il suit que cette remise, bien qu'en fait elle opère vis-à-vis des autres cohéritiers la libération de celui qui rapporte, n'est en réalité qu'un des éléments du partage, et qu'ainsi la disposition de l'acte de partage qui constate ce rapport n'est elle-même qu'une partie intégrante de cet acte, laquelle ne donne pas lieu à un droit particulier d'enregistrement.

III. DROIT DE MUTATION

Lorsqu'un successible débiteur rapporte à la succession du *de cujus* le montant d'un prêt que ce

dernier lui avait fait, le droit de mutation par décès est dû sur la valeur de ce prêt. Peu importe l'attribution faite dans le partage ; en supposant même que la totalité ou une partie de cette créance soit tombée dans le lot du débiteur et qu'ainsi elle se soit éteinte par confusion, on percevra néanmoins le droit de mutation sur l'ensemble de la créance, car c'est un droit qu'elle n'a pas encore subi, et elle est entrée dans la masse active de la succession du *de cujus* (Trib. Gap, 18 Déc. 1885.)

CONCLUSION

Dans tous les temps, la science du droit, quelle que abstraite qu'elle soit de sa nature a toujours eu pour but et pour principale raison d'être de mettre les institutions civiles d'un pays en harmonie avec les besoins et les mœurs des habitants de ce pays ; la recherche elle-même des principes nécessaires et absolus ne doit pas avoir d'autre fin et ne peut avoir d'autre intérêt : or, il est peu d'institutions juridiques qui exercent plus d'influence sur la marche et la prospérité des sociétés humaines, que celles qui ont trait à la dévolution et au partage des successions ; l'égalité, l'fondement des sociétés modernes et de la société française en particulier, est le but

que doit se proposer le législateur. Ce but, il ne peut l'atteindre qu'à la condition de ne pas le dépasser.

Les auteurs du Code, lorsqu'ils ont édicté les règles concernant le rapport des dettes, ne l'ont point dépassé, parce qu'ils sont demeurés fidèles à la tradition historique et parce qu'ils ont dispensé de la nécessité du rapport celles des dettes des successeurs envers la succession que l'équité, que la notion véritable de l'égalité commandaient de ne point rendre rapportables. L'interprétation de la jurisprudence et d'une partie de la doctrine en faussant, en dénaturant ces règles si sages, en ont empêché l'application et ont amené un résultat contraire à celui qu'avait envisagé le législateur : c'est ce que nous nous sommes efforcé de démontrer au cours de ce travail. Comment une interprétation semblable a-t-elle pu se faire jour et se perpétuer ? On ne peut en trouver d'autre raison que la concision excessive des articles consacrés à cette difficile matière. Le silence des travaux préparatoires contribuant pour une large part à laisser ignorer la pensée véritable du législateur, des erreurs, manifestes selon nous, ont pu se donner libre carrière. Ajoutons, quel que soit notre respect pour la perfection habituelle de la

forme que revêt le texte du Code civil, que la rédaction des articles concernant le rapport des dettes est tout à la fois surannée et dépourvue d'une clarté suffisante.

Aujourd'hui, les inconvénients de l'interprétation consacrée par une jurisprudence séculaire apparaissent avec netteté lors du règlement de la plupart des successions qui viennent à s'ouvrir. Des modifications aux articles 851, 853 et 854 sont donc commandées par une véritable nécessité sociale. Sans prétendre dicter au pays notre manière de voir, nous oserons donc proposer pour ces articles une rédaction nouvelle, donnant ainsi, selon la règle que nous rappelions tout à l'heure, une conclusion pratique à l'étude abstraite à laquelle nous nous sommes livré.

Cette rédaction pourrait être la suivante :

Art. 851. — Devront être rapportées les sommes qui auront été consacrées à l'établissement d'un des cohéritiers, celles qui auront été payées en son nom, ainsi que les prêts qui lui auront été consentis dans une intention de libéralité ou par une considération d'affection préjudiciable aux autres successibles.

Art. 853 — Ne seront pas sujets au rapport les

profits que l'héritier aura pu retirer de conventions qu'il avait passées avec le défunt, si ces conventions n'ont pas été inspirées par l'intention d'avantager ce successible au détriment de ses cohéritiers.

Art. 854. — Toute société ou association faite entre le défunt et un de ses héritiers sera présumée ne contenir aucun avantage indirect au profit du successible, lorsqu'elle aura été passée par acte authentique, la preuve contraire demeurera néanmoins permise.

Vu :

Le Président,

AMBROISE COLIN.

Vu :

Le Doyen,

Ch. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	PAGES
Intérêt théorique et pratique du rapport des dettes.....	4

CHAPITRE PREMIER

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF SUR LA QUESTION

Droit romain :

Système de la loi des XII tables.....	6
<i>Collatio bonorum</i> et droit prétorien.....	9
Action <i>familiæ erciscundæ</i>	10
Ancien droit français.....	11

CHAPITRE II

SYSTÈME DU CODE CIVIL

Obligation de rapporter les dettes.. . . .	20
Règles communes au rapport des dons et au rapport des dettes	21

Règles différentes concernant ces deux rapports.....	23
Cas où l'obligation de payer survit à l'obligation de rapporter.....	26
Conséquences respectives de ces deux obligations....	27
Système du législateur.....	32
Hypothèses dans lesquelles le rapport des dettes nuit à l'égalité du partage.....	33
Exceptions édictées par le Code à la règle du rapport...	37
Compensation et rapport..	49
Mode du rapport des dettes..	54

CHAPITRE III

QUELLES DETTES SONT RAPPORTABLES

1° Dettes à terme, rentes viagères et rentes perpétuelles	59
2° Dette alternative.....	63
3° Dette facultative	65
4° Dette avec clause pénale..	66
5° Dette accessoire (Cautionnement)....	67
6° Dette solidaire, dette indivisible.....	72
7° Dette naturelle, dette du fils dont le père a payé la dette naturelle..	74
8° Dette prescrite.....	79
9° Dette remise par un concordat.....	81
10° Dette supérieure au montant des droits héréditaires du débiteur.....	87
11° Dette du successible associé du <i>de cujus</i>	88
12° Dette postérieure à l'ouverture de la succession....	93
13° Dette de choses <i>in genere</i> , dette de corps certains...	97
14° Dette conditionnelle.....	99

TABLE DES MATIÈRES 129

15° Dette éventuelle.....	100
16° Dette contractée à titre gratuit par l'héritier.....	101

CHAPITRE IV

PREUVES DE L'EXISTENCE DE LA DETTE.....	103
---	-----

CHAPITRE V

LÉGISLATION COMPARÉE

Allemagne.....	108
Autriche.....	108
Danemark.....	109
Espagne.....	110
Grande Bretagne :	
Angleterre.....	111
Malte.....	111
Italie.....	112
Norvège.....	114
Pays-Bas.....	114
Portugal.....	114
Roumanie.....	115
Russie :	
Russie proprement dite.....	115
Pologne.....	115
Provinces Baltiques.....	115
Suède.....	116

CHAPITRE VI

DROIT FISCAL

1° Droit d'obligation.....	117
2° Droit de quittance.....	121
3° Droit de mutation.....	123

CONCLUSION

Nécessité d'une rédaction nouvelle des articles 851, 853 et 854 du Code civil.....	126
---	-----

Angers, imp. Lachèse et C^{ie}, J. Siraudeau Sr. 07-3456.
